

Hohe Zusatzgebühren für Rechnungen auf Papier sollen verboten werden

Politik macht Druck SP-Nationalrat Emmanuel Amoos will die Praxis untersagen. Eine Krankenkasse rechnet vor, wie hoch die Kosten sind.

Wer eine Papierrechnung per Post erhalten will, zahlt bei vielen Firmen drauf. Sie verlangen oft einen Aufpreis für den Versand der Papierrechnung und für die Einzahlung am Postschalter.

Gegen diese Praxis regt sich Widerstand. Der Walliser SP-Nationalrat Emmanuel Amoos fordert in zwei Vorstössen den Bundesrat auf, Zusatzgebühren für Papierrechnungen gesetzlich zu verbieten. Unterstützung erhält der Vorstoss nicht nur von links. Auch bürgerliche Politiker wie Daniel Sormanni (MCG) und Jacqueline de Quattro (FDP) haben das Anliegen unterzeichnet.

Die Befürworter eines Verbots sehen darin eine «indirekte Diskriminierung» von Mneschen, die digital weniger versiert sind – also vor allem ältere.

In den Fokus der Politik sind die Telecombetreiber geraten. Doch auch Versicherungen, Kreditkartenanbieter sowie Energiefirmen und Verlage (auch der Herausgeber dieser Zeitung) verlangen Gebühren für Papierrechnungen.

Ein prominentes Beispiel ist der Mobilfunkanbieter Salt, den SP-Parlamentarier Amoos in den Vorstössen exemplarisch nennt. Wer hier eine Papierrechnung wünscht, zahlt monatlich eine Gebühr von 3.95 Franken. Die Einzahlung am Postschalter kostet weitere 4.45 Franken. Wer seine Rechnungen nicht digital empfangen will, muss also monatlich 8.40 Franken zahlen.

Der drittgrösste Netzbetreiber Salt begründet den hohen Betrag mit dem Verursacherprinzip. Dieser diene dazu,

«die damit verbundenen Kosten für Material, Druck, Porto sowie administrative Aufwände abzudecken», sagt eine Sprecherin. Digitale Kanäle seien für die Kundschaft kostenfrei. Ein Verbot erachtet die Telecomfirma angesichts der Vielfalt verfügbarer Lösungen als «weder notwendig noch gerechtfertigt».



Der Walliser SP-Parlamentarier Emmanuel Amoos. Foto: Keystone

Sunrise, der ebenfalls 3.95 Franken für Papierrechnungen verrechnet, warnt vor Marktverzerrungen. Würden die Kosten für Papier und Versand pauschal in die Grundgebühren eingerechnet, könnten günstige Abo-Angebote kaum mehr angeboten werden. Die Gebühren seien «integraler Bestandteil der Wirtschaftsfreiheit».

Marktführer Swisscom, der 2.90 Franken verlangt, hat seit der Einführung der Gebühr im Jahr 2019 die Papierrechnungen um mehr als die Hälfte verringert. Der staatsnahe Betrieb macht jedoch eine Ausnahme. Kunden der Grundversorgung, die nur ein Festnetzprodukt nutzen, sind von der Gebühr befreit.

Gemäss der Schlichtungsstelle Telekommunikation (Ombuds-

com) ist es rechtlich zulässig, dass Netzbetreiber Fremdkosten an die Kunden weitergeben. Diese Gebühren müssen jedoch transparent in den Allgemeinen Geschäftsbedingungen oder per Informationsschreiben mitgeteilt werden. Die Ombudscom empfiehlt, dass die verrechneten Gebühren nicht höher sein dürfen als die Kosten, welche die Post von den Unternehmen tatsächlich verlangt.

Einsparungen von 1,2 Millionen Franken

Der Hintergrund: Die Post verrechnet Firmen eine Art Bearbeitungsgebühr, wenn die Kunden dieser Firmen die Rechnungen am Schalter begleichen. Je nach Höhe des Betrags betragen diese Zusatztarife zwischen

1.20 und 3.95 Franken. Wie viele Leute den Zahlungsverkehr immer noch auf Papier abwickeln, zeigen Zahlen von Swica. Die Krankenkasse gibt die Postschaltergebühren seit Anfang Jahr an die Versicherten weiter. Dadurch seien Einsparungen von 1,2 Millionen Franken pro Jahr möglich, welche die Prämien entlasten.

Die Chancen für einen Erfolg der Motionen Amoos dürften gering sein. Der Bundesrat hatte laut «Blick» ein ähnliches Verbot für Zusatzgebühren bereits im Jahr 2018 abgelehnt. Die Landesregierung bezeichnete den Eingriff damals als unverhältnismässig, nicht zeitgemäss und als eine unnötige Regulierung.

Jon Mettler

L'Europe souffre de multiples dépendances aux Etats-Unis



Un avion de chasse F-35 à la base militaire de Florennes, en Belgique, le 13 octobre 2025. JOHN THYS/AFP

○

Marc Angrand, Marie de Vergès, Pierre Manière, Olivier Pinaud et Alexandre Piquard

La détérioration des relations transatlantiques souligne les fragilités du Vieux Continent dans des secteurs stratégiques comme la défense, le spatial, les télécoms, les services numériques, l'énergie ou les réseaux de paiement

Nous sommes en septembre 2024. Mario Draghi, l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), alerte, dans son rapport, sur « *l'avenir de la compétitivité européenne* », sur les « *vulnérabilités* » du Vieux Continent. « *Dans un monde géopolitiquement stable, nous n'avons aucune raison de nous inquiéter de l'augmentation de nos dépendances vis-à-vis de pays avec lesquels nous entendions rester amis* », souligne l'ancien président du conseil italien. Il pense principalement au gaz russe, dont l'Europe peine à se détacher depuis que Moscou a déclaré la guerre à l'Ukraine en février 2022.

M. Draghi ne pouvait pas imaginer que, un an et demi après la publication de son rapport, une inquiétude encore plus vive viendrait des Etats-Unis, le plus grand ami de l'Europe. Les coups de boutoir de la politique de Donald Trump depuis son retour à la Maison Blanche en janvier 2025 – de la menace de fin du soutien militaire à l'Ukraine en février 2025 à la crise encore incandescente du Groenland – ont révélé l'extrême fragilité de l'Europe. Défense, spatial, télécoms, numérique, énergie, paiements... En cas de rupture avec son plus vieil allié, le Vieux Continent pourrait difficilement vivre sans les matériels et les technologies américains.

Des armes américaines en grand nombre

Pour l'Europe de la défense, c'est un affront cuisant. Pendant que les Etats-Unis menaçaient il y a peu de prendre possession du Groenland, le Danemark, propriétaire de ce territoire autonome, protégeait son espace aérien avec des avions de chasse F-35 américains fabriqués par Lockheed Martin.

Or, pour préparer leurs missions, les pilotes des F-35 européens – 13 pays en possèdent en Europe (Royaume-Uni, Italie, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Finlande, Norvège, Danemark, Pologne, Roumanie, Grèce, Suisse et République tchèque) – doivent envoyer leurs plans de vol vers des centres de données américains. La maintenance des logiciels embarqués et les commandes de pièces détachées sont également en partie automatisées à distance, ce qui limite l'autonomie des pays utilisateurs de cet avion.

Une dépendance connue et assumée. Copenhague a confirmé son intention, en octobre 2025, d'acheter 16 F-35 supplémentaires pour porter sa flotte à 43 appareils afin de répondre à la menace venant de Russie, alors même que Donald Trump ne cachait pas ses intentions impérialistes sur le Groenland.

Révéléateur de la dépendance européenne à l'égard des Etats-Unis en matière de défense, la guerre en Ukraine a surtout permis à ces derniers de renforcer un peu plus leur emprise. Selon les données 2024 de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, les importations d'armements ont augmenté de 155 % en Europe entre 2020 et 2024 par rapport à la période 2015-2019, principalement pour faire face aux besoins de Kiev. Sur ce montant, un peu plus de la moitié (53 %) étaient américaines. En Ukraine, sur cette période 2020-2024, 45 % des armes lourdes transférées provenaient des Etats-Unis.

« Finalement, plus les Etats-Unis menacent de réduire leur bouclier, comme lors du discours du vice-président américain, J. D. Vance, à la Conférence de Munich sur la sécurité le 14 février 2025, plus les Européens veulent se réarmer et plus ils achètent rapidement des équipements étrangers disponibles, notamment américains », décrypte Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques. Selon ses estimations, même s'il est complexe à calculer, le taux de dépendance de l'Europe vis-à-vis des armes étrangères, principalement américaines mais aussi israéliennes et sud-coréennes, s'élève à 55 %. Il approche les deux tiers si l'on retire la France, pays européen le plus souverain en la matière.

Mais les armées françaises sont-elles si indépendantes des Etats-Unis ? Selon le rapport du 20 janvier 2025 du bureau américain des affaires politiques et militaires, la France a acheté pour 6,2 milliards de dollars (5,43 milliards d'euros) d'armements aux Etats-Unis en 2024, par le biais du système encadré des ventes de gouvernement à gouvernement. Parmi eux, des missiles Hellfire. Ces derniers peuvent être embarqués sous des drones américains de reconnaissance Reaper, dont la France détient 12 exemplaires. Mais pour cela, il lui faut l'approbation du Congrès américain. Pour l'instant, aucun des projets français ou européens censés pouvoir concurrencer les Reaper n'a abouti.

« La dépendance peut aussi être indirecte, via des restriction », ajoute Renaud Bellais, codirecteur de l'observatoire de la défense de la Fondation Jean Jaurès. Les Etats-Unis peuvent ainsi s'opposer à la vente d'un armement européen si celui-ci contient un composant américain. En 2018, Washington a bloqué la vente d'avions Rafale à l'Egypte sous prétexte que les missiles Scalp qu'ils embarquaient contenaient des composants américains.

Les Etats-Unis ont aussi créé une dépendance industrielle. Le fuselage central des F-35 vendus en Europe est fabriqué en Allemagne par Rheinmetall et leur assemblage final est réalisé en Italie, en partenariat avec Leonardo. Les besoins de réarmement augmentant, ce type de partenariats industriels s'est multiplié ces derniers mois, notamment autour de Rheinmetall. L'industriel allemand a signé, en juin 2025, un accord avec Anduril, la start-up de défense la plus en vue des Etats-Unis, pour produire des drones de combat et des missiles de croisière, ce qui a soulevé des critiques. *« Dès lors qu'un partenaire crée de l'activité et des emplois localement, c'est encore plus difficile de s'en éloigner »,* conclut M. Maulny.

Des données d'observation spatiale contrôlées

En 2024, l'Europe spatiale s'inquiète. En raison du retard de la fusée Ariane-6 et de l'échec du premier vol commercial de l'italienne Vega-C, le Vieux Continent n'a plus d'accès à l'espace. Alors que Soyouz est banni depuis le début de la guerre en Ukraine, les Européens n'ont pas d'autre choix que de passer par SpaceX, la société spatiale d'Elon Musk, pour mettre en orbite leurs satellites : sa fusée décolle tous les deux jours. Pour des services civils, comme les télécommunications, passer par un américain, c'est acceptable. Mais c'est impensable pour des engins militaires. Résultat, alors que la guerre sévissait en Ukraine, le ministère français des armées a ainsi dû attendre que la nouvelle fusée soit disponible, début 2025, pour lancer son satellite CSO-3 et compléter, enfin, sa constellation militaire d'observation depuis l'espace, ses deux premiers appareils, CSO-1 et CSO-2, étant en orbite depuis 2018 et 2020.

De même, sans les Etats-Unis, l'Europe verrait plus difficilement ce qu'il se passe dans l'espace. 90 % des données qui permettent de faire de la surveillance spatiale, civile ou militaire, sont fournies par des bases américaines, notamment de la part de l'US Space Command. Ces informations sont cruciales, notamment pour éviter les collisions entre un satellite et un débris. Des services alternatifs européens existent déjà, de nouveaux se développent, mais aucun ne détient autant de données que les américains. Ces derniers ne révèlent pas toutes leurs informations, et il suffit qu'ils coupent les accès pendant quelques jours, comme c'est parfois le cas lors d'exercices militaires, pour que l'Europe se retrouve dans le noir.

Satellites, câbles sous-marins... Des télécoms sous influence

Ce retard spatial se retrouve aussi dans les constellations de télécoms. Starlink, le service d'Elon Musk, a prouvé son utilité lors de la guerre en Ukraine mais aussi lors d'événements climatiques, quand les réseaux terrestres traditionnels sont inaccessibles, endommagés ou détruits. Ce fut le cas quand Mayotte a été ravagée par le cyclone

Chido, le 14 décembre 2024, ou lorsque l'Aude a été dévastée par un violent incendie, du 5 au 9 août 2025. A chaque fois, Starlink a été d'une grande utilité aux services de secours et aux autorités.

Alors que les Etats-Unis mettent les bouchées doubles dans ce domaine – avec des acteurs comme Globalstar, AST SpaceMobile ou Amazon Leo, la prochaine constellation du géant de la distribution –, la France compte sur Eutelsat, dont les satellites OneWeb sont aujourd'hui opérationnels, en attendant l'arrivée d'Iris², la constellation promise par la Commission européenne pour 2030. L'Europe entend retrouver sa souveraineté dans ce domaine, notamment depuis qu'Elon Musk a menacé de couper Starlink au début de l'invasion russe en Ukraine – il l'a d'ailleurs occasionnellement bridé.

Dans les infrastructures numériques, la préoccupation vient aussi des câbles sous-marins, ces artères de fibre optique reposant au fond des mers, indispensables au bon fonctionnement d'Internet. Les américains Meta, Google, Microsoft ou Amazon sont aujourd'hui centraux dans les liaisons entre les Etats-Unis et l'Europe. Or, sans elles, les Européens ne pourraient plus accéder à leurs services, auxquels particuliers et entreprises se sont largement convertis. Ce qui alimente des craintes liées à d'éventuelles coupures, volontaires ou accidentelles.

En un peu plus de dix ans, les géants du Net ont damé le pion aux consortiums d'opérateurs télécoms, qui avaient auparavant la main sur ces infrastructures critiques. D'après le site spécialisé TeleGeography, 11 des 21 câbles sous-marins entre les Etats-Unis et l'Europe, qui coûtent chacun plusieurs centaines de millions d'euros, sont la propriété d'acteurs américains. Parmi eux, Google ne possède pas moins de quatre liaisons transatlantiques entièrement réservées à ses services, quand Meta détient des participations dans quatre câbles. Mais la France peut se prévaloir de sérieux atouts dans ce secteur stratégique : l'Etat possède d'abord le seul fabricant européen de câbles sous-marins, Alcatel Submarine Networks. En plus de son usine à Calais (Pas-de-Calais), celui-ci dispose d'une flotte de sept navires, dont deux sont destinés aux réparations ou à la maintenance des câbles. Dans ce domaine, la France peut également compter sur les sept bateaux d'Orange Marine, la filiale spécialisée de l'opérateur télécoms.

Le spectre d'une « coupure » des Gafam

Imaginez que la Maison Blanche « *interdise à toutes les entreprises américaines de la tech de continuer à fournir leurs services au Danemark et à son économie* ». Publié sur LinkedIn, le 25 janvier 2025, ce scénario de politique-fiction inventé par Henri d'Agrain, le délégué général du Club informatique des grandes entreprises françaises (Cigref), prend une résonance particulière avec les récentes menaces du président américain, Donald Trump, de s'emparer du Groenland. Un tel « *embargo numérique* » coupant les services de Microsoft, Google, Amazon, Meta, Apple ou OpenAI « *paraissait il y a peu comme un scénario sorti de [la série dystopique] Black Mirror, mais aujourd'hui ?* », s'inquiète Michel Paulin, ex-dirigeant de l'opérateur SFR et président du comité stratégique de filière « logiciels et solutions numériques de confiance ».

Consciente des inquiétudes liées aux tensions transatlantiques, la ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle (IA) et du numérique, Anne Le Hénanff, organise ce lundi 26 janvier, à Bercy, des « rencontres de la souveraineté numérique ». Elle y annoncera confier le nouvel observatoire de la souveraineté numérique à l'ex-ministre Clément Beaune, désormais haut-commissaire à la stratégie et au plan. La ministre présentera aussi « *l'indice de résilience numérique* », un nouvel outil à destination des entreprises et des collectivités. « *Il s'agit de cartographier nos dépendances technologiques et leur niveau de criticité, afin de les réduire* », explique-t-on au cabinet de M^{me} Le Hénanff.

Le niveau de dépendance de l'Europe envers les services numériques d'entreprises américaines est vertigineux. Celles-ci captent 83 % des dépenses liées aux logiciels et services cloud à usage professionnel en Europe, soit 265 milliards d'euros par an, selon une étude commandée par le Cigref en avril 2025. Outre l'hébergement de données (Amazon, Microsoft et Google), les géants des Etats-Unis dominent la recherche en ligne (Google), les assistants d'IA (OpenAI, Google et Meta), les environnements mobiles (Google et Apple) et de bureau (Microsoft), les réseaux sociaux et la vidéo (Meta, X et YouTube)...

« *La dépendance technologique des entreprises est un danger phénoménal. Cela fait extrêmement peur* », estime Christophe Grosbost, le vice-président d'Innovation Makers Alliance, une association française de directions technologiques et innovation de grands groupes et administrations. « *Trump n'a aucune limite. (...) Il peut tout couper* », a mis en garde sur X l'eurodéputée et coprésidente de Place publique, Aurore Lalucq, le 18 janvier. Une référence à la coupure d'accès aux services numériques de neuf magistrats de la Cour pénale internationale, en rétorsion au mandat d'arrêt international contre le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

Mais combattre cette domination est loin d'être évident. Ainsi, l'idée de taxer les géants du numérique en rétorsion à d'éventuelles sanctions douanières des Etats-Unis – soutenue notamment par M^{me} Lalucq – ne fait

pas consensus. « *Malheureusement, l'exposition des entreprises françaises est telle que cela aurait des conséquences trop grandes* », explique Maya Noël, la directrice générale de France Digitale, le lobby des start-up, qui craignent, comme les grands groupes, des hausses de prix des services américains. « *La situation montre l'urgence d'imposer une préférence européenne dans la commande publique de services tech* », plaide M^{me} Noël.

Cette mesure est réclamée par la France depuis des années, en vain. « *On a pu le faire dans la défense* » et les choses avancent, nuance-t-on au cabinet de M^{me} Le Hénanff. « *Le sommet franco-allemand de Berlin [sur la souveraineté numérique européenne], en novembre [2025], a constitué un point de bascule* », croit l'entourage de la ministre, citant la création d'un groupe de travail commun chargé notamment de définir des « *indicateurs de souveraineté* » dans le numérique. La ministre prône aussi « *l'exemplarité de la commande publique* » en France. Sur ce point, Damien Lucas, le directeur général du fournisseur français de cloud Scaleway, veut voir des « *signes positifs* » dans certaines annonces récentes : la capitale du Danemark, Copenhague, ou la BCE, pour l'euro numérique, ont décidé d'héberger une partie de leurs données chez cette filiale de l'opérateur Iliad (fondé par Xavier Niel, actionnaire à titre individuel du Groupe Le Monde), note-t-il, et Airbus a lancé un appel d'offres pour un « *cloud souverain* » consacré à certains services critiques.

Les revendications des partisans de la souveraineté numérique avancent toutefois lentement : la France n'a pas, jusqu'ici, réussi à imposer dans les textes européens un critère d'immunité aux lois extraterritoriales américaines pour le choix des hébergeurs de données publiques et sensibles.

Le GNL américain remplace le gaz russe

En matière d'énergie, l'Europe semble troquer une dépendance contre une autre. Sevrée progressivement du gaz russe, elle se retourne massivement vers les Etats-Unis. Les volumes livrés en 2025 ont couvert un quart des importations européennes, et même près de 60 % pour le seul gaz naturel liquéfié (GNL). Cette « *fausse diversification* » expose les Etats européens au « *risque de coûts élevés, de volatilité des prix et de pressions géopolitiques* », met en garde une étude conjointe de l'Institut des relations internationales de Clingendael, aux Pays-Bas, de l'Ecologic Institute de Berlin et du Norwegian Institute of International Affairs d'Oslo, publiée mercredi 21 janvier. Et l'arrimage énergétique transatlantique devrait encore se renforcer alors que les annonces de contrats se multiplient entre exportateurs américains et fournisseurs européens d'énergie.

En 2030, le GNL américain pourrait représenter jusqu'à 80 % des importations du bloc européen. Une estimation calculée par le groupe de réflexion International Institute for Energy Economics and Financial Analysis en prenant l'hypothèse que tous les accords récemment conclus soient honorés et que l'Union européenne (UE) échoue à réduire comme prévu sa demande de gaz.

L'UE s'approvisionnerait alors à hauteur de 40 % auprès des Etats-Unis pour l'ensemble de ses importations gazières. « *Le parallèle est alors assez marquant avec notre dépendance passée vis-à-vis de la Russie* », qui fournissait 40 % des importations européennes de gaz en 2021, fait remarquer Phuc-Vinh Nguyen, directeur du Centre énergie à l'Institut Jacques Delors. Ces projections doivent être néanmoins maniées avec précaution. D'abord du fait de la nature même du GNL, « *une source d'approvisionnement qui permet beaucoup plus de flexibilité qu'un gazoduc* », rappelle la directrice générale d'Engie, Catherine MacGregor, dont le groupe a signé plusieurs contrats à long terme pour du GNL américain. Le GNL voyage par bateau et non dans un tuyau fixe. Il peut être redirigé en fonction des prix et des besoins. C'est particulièrement vrai pour le GNL américain, dont les contrats n'imposent généralement pas de clause de destination.

La menace de chantage énergétique semble aussi tempérée par l'organisation du secteur aux Etats-Unis, qui, contrairement à la Russie ou au Qatar, ne disposent pas d'un monopole d'Etat. Le gaz est vendu par de multiples exportateurs privés, guidés par une logique de marché. Pour autant, la loi confère au président américain le pouvoir de restreindre les exportations d'énergie pour des raisons de sécurité nationale. Un scénario qui ne peut être exclu si le prix du gaz augmente trop aux Etats-Unis. L'administration Trump a déjà prouvé qu'elle était prête à activer le levier énergétique dans ses relations bilatérales. En juillet 2025, les Européens ont dû s'engager à acheter 750 milliards de dollars de produits énergétiques américains sur trois ans, sous peine de représailles commerciales. Sommés de s'approvisionner davantage aux Etats-Unis, courent-ils donc en même temps le risque de voir un jour se tarir les livraisons ? Difficile de le prédire. Mais « *au-delà du basculement vers un gaz coûteux et polluant, l'Europe se met dans une position de vulnérabilité vis-à-vis d'une administration installée dans une logique d'impérialisme fossile et totalement imprévisible* », estime Phuc-Vinh Nguyen.

Visa et MasterCard gèrent plus de 60 % des achats par carte

Et si Donald Trump privait les Européens de l'accès aux grands réseaux de paiement internationaux ? Là aussi, la menace relève d'un scénario hollywoodien ; elle est pourtant bien réelle. « *On pourrait imaginer que l'administration américaine coupe temporairement l'accès à Visa et MasterCard pour faire pression sur l'Europe. A l'échelle européenne, 60 % des transactions par carte seraient bloquées* », explique Geoffrey Laloux, spécialiste des paiements au cabinet de conseil Square Management. Les précédents existent, des sanctions internationales contre la Russie en 2022 à celles qui furent prises par les Etats-Unis contre des magistrats de la CPI en 2025.

Visa et MasterCard, tous deux américains, assurent aujourd'hui 61 % des paiements par carte effectués dans la zone euro, selon la BCE, et sont incontournables dans une large partie de l'Union : en 2025, 13 des 21 pays de la zone euro, dont l'Espagne, l'Irlande et les Pays-Bas, dépendaient entièrement des réseaux internationaux pour ce type d'opérations. La France, elle, échappe à cette dépendance totale puisqu'elle dispose encore d'un opérateur national, CB (Cartes bancaires). « *Nous avons nos "rails" au sens ferroviaire du terme sur toute la chaîne, pour tous les usages de la carte : retrait d'espèces, paiement sans contact et paiement mobile inclus* », assure Philippe Laulanie, directeur général de CB.

Reste une faiblesse historique du secteur européen des paiements : l'impossibilité, faute d'accord entre banques ou entre Etats, de payer par carte entre deux pays sans avoir à passer par un réseau américain. « *La principale dépendance européenne tient à l'absence de système de paiement par carte transfrontalier. Dans ce domaine, la dépendance technologique européenne à l'égard des acteurs américains est totale* », constate Martina Weimert, directrice générale d'EPI, l'opérateur du système européen de paiement Wero.

Présent aujourd'hui dans cinq pays (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg), Wero est loin de combler ces manques. Limité au paiement entre personnes, le réseau doit s'étendre au commerce en ligne puis au paiement en magasin d'ici à 2027. Parallèlement, il s'est accordé en 2025 avec l'Alliance Europa, qui regroupe l'Espagne, l'Italie et le Portugal, sur un projet d'interconnexion de leurs systèmes. Le temps presse pour rivaliser enfin avec Visa et MasterCard, mais aussi avec d'autres acteurs comme PayPal, américain lui aussi, devenu premier instrument de paiement en ligne en Allemagne, et les services intégrés aux smartphones tels Apple Pay, Google Pay ou Alipay.

Moins exposé mais tout aussi stratégique, le secteur des paiements interentreprises explore de son côté de nouvelles voies. D'autant que la numérisation des transactions a franchi un cap en 2025 avec l'adoption par le Congrès américain du Genius Act, une loi qui exclut la création d'un dollar numérique et laisse le champ libre au secteur privé pour développer de nouveaux instruments, au premier rang desquels les stablecoins, ces cryptoactifs adossés à un actif classique. Les banques européennes multiplient les projets, notamment de stablecoins en euros. Mais l'écart à combler est énorme, puisque le dollar représente encore près de 98 % des stablecoins en circulation dans le monde.

Face à ces initiatives, les tensions géopolitiques donnent aussi de nouveaux arguments aux promoteurs de l'euro numérique, qui permettrait des paiements dématérialisés sans intermédiaire privé. Le 12 janvier, 70 économistes appelaient ainsi, dans une lettre ouverte, les députés européens à approuver le lancement du projet de la BCE, qui peine à convaincre au parlement de Strasbourg comme dans le secteur bancaire. Pour les signataires, la dépendance européenne à l'égard des systèmes de paiement non européens risque d'affaiblir « *la maîtrise par l'Europe d'un élément central de son infrastructure économique* », et « *un euro numérique public robuste est notre seule défense* ».



Fliegen kann besonders für Autisten stressig sein: Mit diesen beruhigenden Spielzeugen soll es einfacher gehen.

Schön ruhig bleiben

Firmen haben Menschen mit Autismus und ADHS entdeckt. Neurodivergenz löst Gender als Diversitätsthema ab. Sind die Tech-Nerds daran schuld? Von Moritz Kaufmann

Der Kinofilm «Zoomania 2» ist Reizüberflutung pur. Es ist eine grelle und actiongeladene Animationsgeschichte mit einer Häsin und einem Fuchs in der Hauptrolle. Dieses Wochenende jedoch zeigen vier Schweizer Pathé-Kinos den Disney-Film in einer heruntergedimmten, autismusgerechten Version: vormittags, damit kein Gedränge entsteht. Mit gedämpfter Lautstärke und einem dezent beleuchteten Saal. Die Hintergrundmusik im Foyer ist aus, und die digitalen Werbebildschirme bleiben schwarz.

Diese Spezialvorstellungen sollen autistischen Kindern den Kinobesuch ermöglichen. Die Film- auswahl erfolge in Absprache mit der Nonprofit- organisation Autismus Schweiz, teilt Pathé mit. Die Vorstellungen seien gut besucht, man erhalte ausschliesslich positives Feedback. Solche Angebote haben Hochkonjunktur. Die Firmen haben die neurodivergente Kundschaft entdeckt. Das sind Menschen, deren Hirne anders funktionieren als die der (neurotypischen) Mehrheit. Zu den häufigsten Diagnosen zählen Autismus und ADHS. Aber auch Dyslexie, Dyskalkulie oder Hochsensibilität fallen darunter.

Sensorik-Strandhotel

Da ist zum Beispiel TUI Suisse, das zweitgrösste Reisebüro der Schweiz. Ab der kommenden Sommersaison verfügen fünf Häuser der hauseigenen Hotelkette «TUI Blue» über sogenannte Sensory-Räume, drei mehr als letztes Jahr. Sie befinden sich in der Türkei, auf Zypern sowie auf Ibiza. Diese Räume sollen betroffenen Kindern in den Ferien – wo sie sich in einer ungewohnten Umgebung befinden – beim Entspannen und Runterfahren helfen.

Die Fluggesellschaft Emirates hat sich vergangenes Jahr als erste «Autismus-zertifizierte Airline» der Welt auszeichnen lassen. Über 30 000 Angestellte wurden entsprechend geschult. Die Airline führt auf ihren Flügen neuerdings Sensorik-Spielzeuge mit. Darunter sogenannte Fidget-Spinner. Mit ihnen sollen sich von der Reise gestresste Passagiere fokussieren und entspannen können. Der amerikanische Spielwarenkonzern Mattel wiederum hat dieses Jahr eine Autismus-Barbie lanciert. Die Spielfigur hat die Barbie-typischen langen Haare und Beine, trägt aber sensorische – sprich: weiche, naht- und etikettenlose – Kleidung, Noise-Cancelling-Kopfhörer sowie ein Tablet mit kommunikationsunterstützenden

Symbolen. Doch woher kommt das neue Interesse an der Neurodivergenz? Und ist es echtes Engagement – oder eher der Versuch, noch ein paar Übernachtungen, Tickets und sonstige Zusatzangebote zu verkaufen?

Der Markt für neurodivergente Reisende sei von der globalen Reisebranche noch nicht ausreichend bedient, teilt TUI auf Anfrage mit. So würden viele Betroffene beim Reisen von negativen Erfahrungen berichten. Die Gründe dafür sind laut dem Reiseveranstalter: Reizüberflutung, Mangel an klaren Informationen und ungeschultes Personal. Das soll sich ändern, schreibt TUI: «Wir berechnen keine Gebühren für den Zugang zum Sensory-Raum, er ist Teil des Gesamterlebnisses für den Gast, wie andere inklusive oder barrierefreie Einrichtungen auch.»

Bisher habe man sich mit dem Angebot auf den britischen und den nordischen Markt konzentriert, weil das Thema dort präsenter sei. Allerdings gebe es auch in anderen Regionen eine «vielversprechende Dynamik». Deshalb will TUI ausbauen. «Wir haben einen klaren Roll-out-Plan

und skalieren auf der Grundlage der ersten positiven Ergebnisse.» Emirates teilt mit, dass Barrierefreiheit und Inklusion Bestandteil des Serviceverständnisses der Airline seien. «Insbesondere für neurodiverse Menschen – etwa Personen im Autismus-Spektrum oder mit sensorischen Sensibilitäten – können Flugreisen mit Unsicherheiten, Reizüberflutung und Angst verbunden sein.» Daher verfolge man das Ziel, Transparenz, Vorhersehbarkeit und Kontrolle zu schaffen.

Neue Produkte auf den Markt zu werfen, ist das eine. Menschen mit einer neurodivergenten Störung einzustellen, das andere. Tatsächlich haben weltweit Firmen entsprechende Rekrutierungsprogramme gestartet. Der britische Ableger der Zürich-Versicherung bietet seit 2025 allen Mitarbeitenden sowie deren Partnern und Kindern eine Neurodivergenz-Abklärung an. Damit will Zürich den Betroffenen besser gerecht werden. Der Personalchef Steve Collinson sagt: «Wir wollen, dass die Zürich-Versicherung ein Ort ist, wo neurodivergente Talente aufblühen können.» Mittlerweile kennen viele Grossfirmen wie der

Softwareentwickler Microsoft, die Rechnungsprüfungsfirma E&Y oder die Grossbank JP Morgan Chase entsprechende Förderprogramme.

«Firmen gehen das Thema Neurodiversität zunehmend ressourcenorientiert an. Sie fragen sich, wie sie die teilweise speziellen Fähigkeiten der Betroffenen für sich nutzen können», sagt die Psychotherapeutin Christine Wyss, die vergangenes Jahr in Zürich die Praxis Neurospektrum gegründet hat. Es setze voraus, dass die Unternehmen eine Atmosphäre schafften, in welcher sich Betroffene wohlfühlten, sagt Wyss. Dies umzusetzen, sei in vielen Fällen nicht so schwierig. Doch was sind genau die Bedürfnisse von neurodivergenten Menschen?

Praxen werden überrannt

Viele im Autismus-Spektrum hätten zum Beispiel Schwierigkeiten mit sozialer Interaktion, was im Job zu Unsicherheiten führen könne, sagt Wyss. Menschen mit ADHS wiederum liessen sich leichter ablenken und könnten sich manchmal schwer konzentrieren. «Kurze Pausen können helfen, wieder ruhiger und fokussierter zu werden.» Wyss und ihr Team stellen Diagnosen und helfen Betroffenen dabei, ihre individuellen Ausprägungen zu erkennen. Denn jede Person ist etwas anders. Die einen reagieren stark auf Lärm und brauchen einen ruhigen Arbeitsplatz. Andere haben Mühe, Mimik, Ironie und unausgesprochene Erwartungen zu erkennen. Bei ihnen braucht es eine explizite Kommunikation.

Obwohl die Praxis erst letztes Jahr eröffnet hat und zwölf Fachpersonen beschäftigt, ist sie voll ausgelastet. Zurzeit gibt es eine Wartezeit von sechs Monaten. Therapiert werden Kinder, Jugendliche, aber auch Erwachsene. «Das zeigt, dass der Nachholbedarf in der Schweiz gross ist», sagt Christine Wyss. Dass Firmen zunehmend spezielle Angebote und Produkte für Menschen mit Autismus und ähnlichen Diagnosen anbieten, findet Christine Wyss «super». Denn dies bedeute, dass diese sich freier bewegen könnten.

Dass das Thema gerade jetzt einen grossen Aufschwung erlebt und Firmen damit «Inklusion» und «Diversität» beschwören, mag aber erstaunen. Spätestens seit der Wahl von Donald Trump vermeidet die Wirtschaft tunlichst, als woke wahrgenommen zu werden. Die Regenbogenfahnen wurden eingerollt und Programme für Minderheiten aufgegeben.

Doch gerade aus Amerika kommt nun eine grosse Welle der Entstigmatisierung von Neurodivergenz. Das liegt auch daran, dass sich viele erfolgreiche Wirtschaftsführer geoutet haben. Insbesondere in der Zukunftsschmiede Silicon Valley wird offensiv mit dem Thema umgegangen. So machte Tesla- und SpaceX-Gründer Elon Musk 2021 öffentlich, dass er Asperger habe – eine Autismus-Variante. Bill Gates wiederum schrieb in seiner Biografie vergangenes Jahr, dass er wohl mit Autismus diagnostiziert würde, wenn er heute aufwachsen würde. Der britische Milliardär und Gründer der Virgin-Gruppe, Richard Branson, bezeichnet sein ADHS und seine Leseschwäche schon lange als seine «Superkräfte».

Die meisten Betroffenen wollen aber weder Superhelden noch Multimilliardäre sein. Sie sind schon zufrieden, wenn sie einmal entspannt ins Kino oder in die Ferien gehen können.

Elon Musk hat Asperger. Und Bill Gates glaubt, dass er heute als Autist diagnostiziert würde.



Zum Runterfahren: Mitarbeiter der Hotelkette «TUI Blue» in einem Sensorik-Raum.

Il faudra patienter pour toucher l'allocation de 500 francs

Frais de garde des enfants Malgré le feu vert du parlement, il reste la menace du référendum. Tout est en stand-by, en attendant la décision du PS sur l'initiative sur les crèches.

Florent Quiquerez

Le chèque est à portée de main, mais pas encore dans la poche. Fin décembre, le parlement mettait sous toit une allocation pour frais de garde. Son montant: jusqu'à 500 fr. par mois et par enfant jusqu'à 8 ans, à raison de 50 fr. par demi-journée de garde. Mais pour autant que la structure soit institutionnelle: grands-parents ou mères au foyer ne sont pas concernés.

Si les parents doivent – à ce stade – espérer toucher l'allocation, c'est en raison d'une menace de référendum. La droite et les milieux économiques ont tenté de s'opposer au texte au parlement, étant donné que les employeurs devraient passer à la caisse. Pour contrer le sujet en votation, ils ont nonante jours, à compter de la date de publication de la loi dans la «Feuille fédérale», pour déposer 50'000 signatures. Et si les parents doivent patienter pour savoir si un scrutin aura lieu, c'est que ce compte à rebours n'a même pas commencé.

La raison? Elle tient à l'article 11 de cette «loi fédérale sur le soutien à l'accueil extrafamilial institutionnel pour enfants», qui précise qu'elle ne sera publiée qu'après «le retrait» ou le «rejet» de l'initiative sur les crèches (*voir encadré*).

La nouvelle allocation est en effet un contre-projet indirect à cette initiative populaire socialiste. Rien ne bougera donc avant que le PS ne tranche sur son avenir. La Chancellerie fédérale a d'ailleurs fait marche arrière le 8 janvier, après avoir publié par erreur la loi dans la «Feuille fédérale».

Le peuple pourrait voter sur l'allocation et l'initiative PS

Le PS a trois options. Il peut retirer son initiative sans condition. Il peut la maintenir. Ou alors la retirer sous condition: garder son initiative en réserve, si le contre-projet devait être attaqué et échouer en votation.

Chaque option a ses avantages et ses inconvénients. Commençons par le retrait incondi-tionnel. Ce serait un signal envoyé à la droite économique que les initiateurs sont prêts au compromis. En abandonnant son texte, le PS chercherait à éviter un référendum. La manœuvre permettrait d'accélérer l'entrée en vigueur de l'allocation, puisqu'il ne faudrait pas attendre un nouveau passage au parlement.

Reste que les promesses n'engagent que ceux qui les croient. «Cette stratégie est risquée», admet Valérie Pillier Carrard (PS/FR), vice-présidente du PS.

Deuxième option: le PS maintient son projet. «L'avantage se-

rait de marquer le terrain sur un thème qui nous est cher, estime la Fribourgeoise. Faire voter l'initiative serait aussi une marque de respect pour les plus de 100'000 citoyens qui l'ont signée.»

Et si l'initiative devait arracher une double majorité du peuple et des cantons, le PS aurait permis une vraie avancée sociale. «Contrairement au contre-projet qui se limite aux enfants jusqu'à 8 ans, l'initiative vise un soutien jusqu'à la fin de la scolarité. Elle prévoit des mesures qui améliorent la qualité de l'accueil, la formation et la rémunération du



«Rejoindre le référendum? C'est probable mais on prendra une décision quand il y aura quelque chose de concret.»

Fabio Regazzi (Le Centre/TI)
Président de l'USAM

personnel», ajoute Valérie Pillier Carrard. Si cette option est intéressante, c'est que même en cas d'échec de l'initiative, «le PS aurait déjà préparé le terrain pour une éventuelle votation sur le contre-projet».

Mais la manœuvre a ses inconvénients. Il faudrait attendre la fin des débats au parlement, ce qui devrait être le cas en mars, puis la votation sur ce thème: en septembre ou en novembre. En cas d'échec de l'initiative, le contre-projet direct n'entrerait pas directement en vigueur, puisqu'il pourrait encore être attaqué par référendum. Les initiateurs prennent donc le risque de perdre du temps. Mais pas seulement. Les opposants pourraient



La future allocation pour frais de garde serait prévue pour les enfants

jusqu'à 8 ans. voir

profiter de l'échec de l'initiative pour mieux torpiller ensuite l'allocation pour frais de garde.

Reste la troisième option: le retrait sous condition. En gardant son initiative sous le coude, le PS mettrait la pression sur les opposants, qui y réfléchiraient peut-être à deux fois avant de lancer le référendum. Une véritable épée de Damoclès.

Une solution qui pourrait également trouver grâce aux yeux de Valérie Pillier Carrard. «En tant que vice-présidente du PS, je préfère évidemment notre initiative, qui est bien plus généreuse. Mais en tant que présidente de Pro Familia, je sais aussi à quel point il est difficile d'arracher des compromis au parlement, surtout



«Je sais aussi à quel point il est difficile d'arracher des compromis au parlement, surtout dans la politique familiale. Or les parents attendent un soutien.»

Valérie Pillier Carrard (PS/FR)
Vice-présidente du Parti socialiste et présidente de Pro Familia

dans la politique familiale. Or les parents attendent un soutien.»

Vers un référendum de l'économie?

Laquelle de ces trois options le PS choisira-t-il? Mystère. Le parti tranchera dans les prochaines semaines, «au plus tard d'ici à la fin de la session de printemps», précise Valérie Pillier Carrard.

Ce qui complique la donne pour le PS, c'est qu'il ne connaît pas les intentions de la droite économique. Osera-t-elle lancer le référendum? Et si oui, qui prendra le *lead*? Nous avons posé la question à l'UDC, au PLR, à l'Union suisse des arts et métiers (USAM) et à l'Union patronale: tous se regardent en chiens de faïence.

Selon Cyril Aellen (GE), vice-président du PLR, «l'idée d'un référendum n'est pas à l'ordre du jour du parti». Il doute d'ailleurs que le PLR s'engage activement, sachant qu'il est divisé sur cet objet. À l'UDC, Thomas Aeschi (ZG), président du groupe, explique que son parti ne lancera pas le référendum, mais précise: «Si, par exemple, l'Union patronale lançait un référendum, l'UDC le soutiendrait.»

Une position qui ressemble à celle de Fabio Regazzi (Le Centre/TI), président de l'USAM. Pourrait-elle rejoindre le référendum si un parti ou une autre organisation devait décider de le lancer? Il répond: «C'est probable mais on prendra une décision quand il y aura quelque chose de concret.»

Quant à l'Union patronale, elle semble mettre directement la pression sur les initiateurs. «À l'heure actuelle, nous observons la suite des événements, notamment en ce qui concerne l'initiative sur les crèches, avant de formuler une position définitive, précise Stefan Heini, chef de la communication. Rien n'est décidé.»

Le souvenir du congé paternité

Toute cette affaire rappelle la mise sur pied d'une autre avancée en politique familiale: la création d'un congé paternité. À l'époque, le comité d'initiative – qui réclamait vingt jours pour les pères – avait choisi le retrait sous condition. Son objectif: donner le plus de chances possible au consensus à dix jours du parlement. Un choix gagnant. Malgré le référendum, lancé par la droite économique, les Suisses avaient accepté ce compromis en 2020.

Voici comment les enfants sont gardés en Suisse

Statistiques Trois quarts des grands-parents s'occupent d'au moins un de leurs petits-enfants de moins de 13 ans.

En Suisse, deux tiers des enfants de moins de 13 ans sont confiés à une garde extrafamiliale, selon les données de l'Office fédéral de la statistique pour 2023.

Chez les moins de 4 ans, 70% bénéficient d'un accueil extrafamilial (chiffres arrondis) – 40% une crèche ou une structure d'accueil parascolaire, 42% leurs grands-parents. Les autres modes de garde sont moins importants.

Chez les 4-12 ans, 64% bénéficient d'un accueil extrafamilial. Il s'agit surtout du parascolaire (39%) et des grands-parents (27%). Les données jusqu'à 8 ans ou la fin de l'école primaire (les âges retenus dans l'initiative populaire et le contre-projet indirect) ne sont pas fournies.

Trois quarts des grands-parents gardent au moins un de

leurs petits-enfants de moins de 13 ans. Ils y consacrent chaque année près de 157 millions d'heures. Dans 44% des cas, les enfants sont confiés au côté maternel, contre 28% pour le côté paternel, et 29% pour les deux branches de la famille.

L'importance de l'accueil extrafamilial varie selon les cantons. De façon générale, elle est plus marquée en Suisse romande. Dans le canton de Genève, 84% des ménages avec des enfants de moins de 13 ans y ont recours au moins une fois par semaine – le record national. Suivent le Valais (83%) et Vaud (81%). Cette proportion est de 79% dans le canton de Fribourg, 78% dans le Jura. Et 74% du côté de Neuchâtel, seul canton romand à ne pas se situer au-dessus de la moyenne nationale

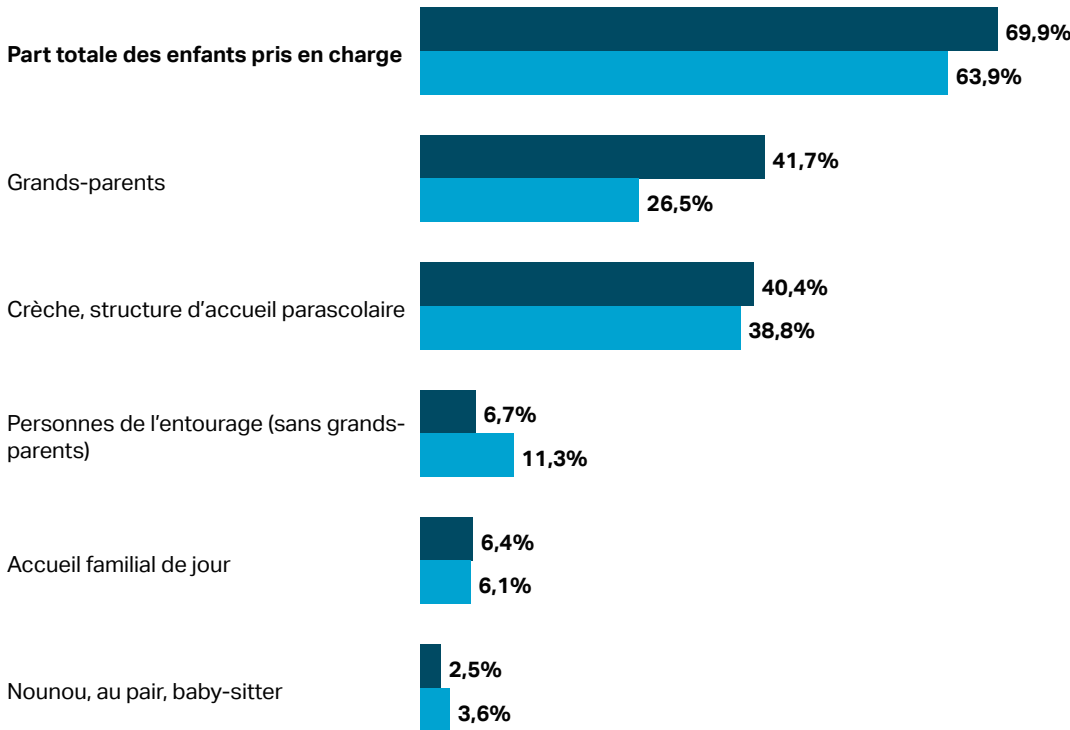
(74,3%). Côté alémanique, ce seuil est atteint par Zurich (79%), Schaffhouse (78%), Berne (75%) et Lucerne (75%). À l'autre extrémité: Thurgovie (63%), les Grisons (64%) et Argovie (64%). **La solution privilégiée n'est pas la même partout.** Dans les villes de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Winterthour et Zurich, les crèches et les structures d'accueil parascolaires sont particulièrement sollicitées. 71% des familles avec des enfants de moins de 13 ans y recourent, contre 43% dans les autres zones urbaines et 33% dans les zones rurales. Dans ces dernières, la garde par les grands-parents (47% des ménages, contre 26% dans les grandes villes) est plus répandue.

Caroline Zuercher

Enfants de moins de 13 ans bénéficiant d'un accueil extrafamilial

Par type d'accueil et selon l'âge, en 2023

■ Moins de 4 ans ■ De 4 à 12 ans



État des données au 3 décembre 2024. Enquête sur les revenus et les conditions de vie, SILC-2023.

Graphique: I. Caudullo / Source: OFS

Ce que propose l'initiative sur les crèches et son contre-projet

L'initiative populaire «Pour un accueil extrafamilial des enfants qui soit de qualité et abordable pour tous» vise à garantir à chaque enfant dès 3 mois jusqu'à la fin de l'école primaire une place dans une structure d'accueil extrafamilial, si les parents le souhaitent. Elle veut que les frais à charge des parents ne dépassent pas 10% de leur revenu et appelle à une offre de qualité et des conditions de travail améliorées pour le personnel. Le texte prévoit un cadre national pour rendre l'accueil abordable et accessible.

Le contre-projet indirect du parlement prend la forme d'une nouvelle allocation de garde pour enfants jusqu'à 8 ans, versée aux parents pour les frais d'accueil extrafamilial institutionnel. L'allocation est d'au moins 100 fr. par mois, avec 50 fr. supplémentaires par demi-journée de garde. Elle s'appuie sur le modèle des allocations familiales et est financée essentiellement par les cantons et les employeurs. (FQU)

Vorteil Doppelverdiener

Was die Individualbesteuerung für Ehepaare, Familien, Rentner und Alleinstehende bedeuten würde. Von Michael Ferber



PETER SCHNEIDER / KEYSTONE

Bei der Abstimmung zur Individualbesteuerung geht es auch um die Abschaffung der «Heiratsstrafe».

Am 8. März stimmt das Schweizervolk über die Individualbesteuerung ab. Dabei geht es um die Abschaffung der sogenannten «Heiratsstrafe», also um die unterschiedliche steuerliche Behandlung von Ehepaaren und unverheirateten Paaren. Ehepaare werden bis jetzt wie eine Einheit besteuert, während die beiden Partner in Konkubinatspaaren ihre Einkommen separat versteuern. Letztere zahlen folglich oft weniger Steuern, vor allem beim Bund. Schliesslich kommt bei ihnen eine niedrigere Progression zur Geltung als bei den Ehepaaren, deren Einkommen addiert werden. Im Juni vergangenen Jahres hat das Parlament beschlossen, dass Verheiratete in Zukunft ebenfalls eine eigene Steuererklärung abgeben sollen – womit sie den Unverheirateten gleichgestellt würden. Dies ist die sogenannte Individualbesteuerung.

Laut ersten Umfragen hat die Vorlage am 8. März durchaus Chancen. «Dies dürfte damit zusammenhängen, dass viele von einer Einführung der Individualbesteuerung steuerlich profitieren würden», sagt Markus Stoll, Steuerspezialist beim Finanzdienstleister VZ Vermögenszentrum. «Am Schluss schauen viele bei Abstimmungen aufs eigene Portemonnaie.»

Bei einem Ja an der Urne dürfte es indessen noch Jahre dauern, bis die Individualbesteuerung umgesetzt würde. Es sei davon auszugehen, dass das entsprechende Gesetz zur Individualbesteuerung bei einem Volks-Ja zum 1. Januar

2032 in Kraft treten würde, sagt Lukas Kretz, Partner bei dem Wirtschaftsprüfungs- und Beratungsunternehmen BDO Schweiz. Schliesslich müssten dafür auch die Kantone und Gemeinden ihre Steuergesetze anpassen.

Ein Volks-Ja würde zudem sowohl von den Steuerpflichtigen als auch von den Steuerverwaltungen eine deutliche Umstellung erfordern, sagt Kretz. Schliesslich dürften danach in der Schweiz viel mehr Steuererklärungen eingereicht werden. Er sei aber zuversichtlich, dass sich dies schon nach kurzer Zeit einpendeln würde. Der mit der Individualbesteuerung verbundene Systemwechsel würde indessen dazu führen, dass manche Personen und Paare weniger und andere mehr Steuern bezahlen müssten. Dazu ein kleiner Überblick.

1. Ehepaare und Familien

Einverdiener-Familien würden durch die Reform besonders belastet. Sorgt ein Elternteil zu 100 Prozent für das Einkommen und der andere steuert nichts bei, würde die Steuerlast nach der Einführung der Individualbesteuerung deutlich höher ausfallen als heute (vgl. Grafik).

Deutlich weniger Bundessteuern als heute würden indessen Ehepaare zahlen, bei denen beide Partner ein ähnlich hohes Einkommen haben. Bei einer Verteilung des Einkommens im Verhältnis von 70 zu 30 Prozent gäbe es immer noch eine gewisse Steuerersparnis im Vergleich zu heute, bei einem Verhältnis von 80 zu 20 Prozent bliebe die Steuerlast etwa gleich. «Ehepaare

profitieren steuerlich am meisten, je gleicher das Gesamteinkommen verteilt ist», sagt Stoll.

Wenn das Gesamteinkommen eines Paares gleichmässiger verteilt ist, können die Partner besser von den steuerlichen Abzügen in der Steuererklärung profitieren, sagt Kretz dazu – also beispielsweise von den Abzügen für Kinderbetreuung oder Versicherungen. Durch die Einführung der Individualbesteuerung würden die Anreize steigen, dass beide Ehepartner berufstätig sind. Derzeit hingegen bietet die «Heiratsstrafe» einen Anreiz, dass einer der beiden Partner – in der Realität meistens die Frau – gar nicht erst arbeiten gehe.

2. Rentner

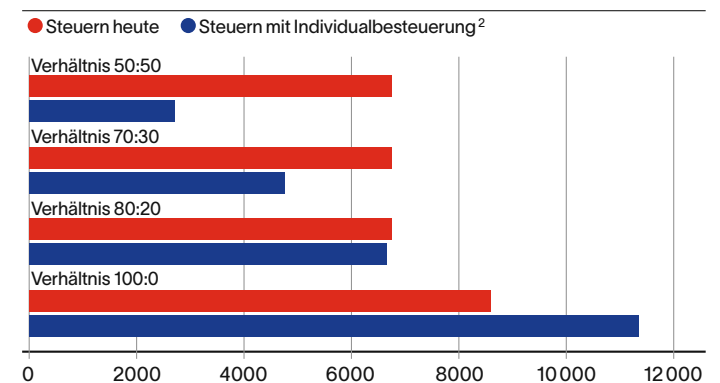
Viele pensionierte Ehepaare dürften derweil tendenziell von einer Einführung der Individualbesteuerung profitieren, sagt Stoll. Schliesslich bekomme jemand, der nicht gearbeitet habe, ebenfalls eine AHV-Rente ausgezahlt. Auch hier zeige sich: Je gleicher die Einkommen der Ehepartner aus AHV und Pensionskassenrente verteilt seien, umso stärker würde die Last aus der Bundessteuer zurückgehen, sagt der VZ-Vertreter.

3. Alleinstehende

Gutverdienende Alleinstehende würden indessen bei einer Umsetzung der Reform oftmals steuerlich stärker belastet, sagt Stoll. Schliesslich sollen die Tarife bei der Bundessteuer bei der geplanten Reform etwas erhöht werden, um die möglichen Steuerausfälle beim Bund etwas aus-

Individualbesteuerung würde Steuerlast verändern

Bundessteuern pro Jahr am Beispiel eines Ehepaars mit zwei Kindern und einem Gesamteinkommen von 200 000 Franken bei unterschiedlichen Einkünften der beiden Ehepartner.¹



¹ Abzüge für Doppelverdiener, Verheiratete, Kinder und Krankenkasse berücksichtigt.
² Basis der Steuertarife: Beschluss des Parlaments vom 20. 6. 2025.

Lesebeispiel: Verdienen beide Ehepartner je 100 000 Franken (Verhältnis 50:50), würde ihre Steuerlast durch die Reform von 6733 Franken auf 2696 Franken sinken. Bezieht nur einer der beiden Partner einen Lohn (Verhältnis 100:0), steigen die Steuern von 8566 auf 11 321 Franken.

Quelle: VZ Vermögenszentrum

zugleichen. Bei höheren Einkommen schlägt dies etwas stärker durch als bei niedrigeren.

4. Vermögen

Viele Ehepaare besitzen ein gemeinsames Vermögen oder ein gemeinsames Eigenheim. Laut Bund sollen in Zukunft bei einer Einführung der Individualbesteuerung die Partner ihre Vermögenswerte nach ihrem jeweiligen Anteil versteuern. Besitzt ein Ehepaar zusammen eine Immobilie und sind die Partner beide im Grundbuch eingetragen, muss jeder seinen Anteil daran einzeln versteuern. «Ist nur ein Ehepartner im Grundbuch eingetragen, muss dieser das Eigenheim in seiner Steuererklärung versteuern», sagt Stoll.

Wer im Grundbuch als Eigentümer eingetragen ist, dürfte auch nach derzeitigem Recht die Kosten für Umbauarbeiten und Sanierungen steuerlich geltend machen. Bei Eigenheimen sind die meisten Steuerabzüge hingegen nicht mehr möglich, wenn die Abschaffung des Eigenmietwerts in Kraft tritt – voraussichtlich wird dies 2028 der Fall sein. «Die Individualbesteuerung wäre für die meisten Besitzer von Eigenheimen folglich in dieser Hinsicht weniger ein Thema, weil bis zu ihrer Einführung der Eigenmietwert schon abgeschafft wäre», sagt Stoll.

Auch bei Konten und Wertschriften ist derjenige Ehepartner steuerpflichtig, dem die Vermögenswerte gehören, sagt der VZ-Vertreter. Wenn die Individualbesteuerung eingeführt würde, würde man in der Beratung wohl schauen, wie sich die Vermögen von Ehepaaren allenfalls anders aufteilen lassen, sagt Kretz.

Unmittelbaren Handlungsbedarf für Steuerpflichtige sieht der BDO-Experte derzeit indessen noch nicht, zumal es bei einem Volks-Ja bis 2032 dauern dürfte, bis das entsprechende Gesetz in Kraft tritt. Es bliebe also noch genug Zeit, um sich darauf vorzubereiten.

Des experts tirent la sonnette d'alarme face à l'initiative pour une Suisse à 10 millions

Politique helvétique Une étude mandatée par la Fédération des entreprises romandes met en évidence les impacts négatifs pour la Confédération sur la structure démographique, l'économie et l'environnement en cas d'acceptation du texte.

Lorraine Fasler

Le 14 juin, les citoyens voteront pour ou contre l'initiative populaire fédérale déposée par l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions». La Fédération des entreprises romandes Genève, opposée à celle-ci, a présenté vendredi les résultats d'une étude qu'elle a mandatée, consacrée aux conséquences qu'aurait l'acceptation du texte.

Réalisée par des experts de l'Université de Genève, d'Ecosys et de l'Institut en recherche appliquée en économie et gestion (Ireg), l'analyse entend apporter des données chiffrées dans un débat sensible.

L'initiative de l'UDC exige que la population résidente permanente ne dépasse pas 10 millions d'habitants d'ici à 2050. Dès le seuil de 9,5 millions, elle imposerait des mesures restrictives en matière de migration et, en cas d'échec, la dénonciation d'accords internationaux favorisant la croissance démographique, notamment l'Accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Selon la Fédération des entreprises romandes (FER), un tel mécanisme enfermerait le pays dans un cadre rigide, avec des conséquences directes sur la durabilité, la prospérité et la sécurité économique.

Sur le plan démographique, l'étude, présentée notamment par le démographe Philippe Wanner, s'appuie sur les projections officielles de l'Office fédéral de la statistique (OFS). La population résidente permanente atteignait environ 9,1 millions au troisième trimestre 2025 et devrait franchir le seuil de 9,5 millions entre 2030 et 2036. Dans le scénario de référence de l'OFS, la population suisse atteindrait environ 10,32 millions en 2050, soit 3% de plus que la limite fixée par l'initiative.

Pour stabiliser la population à 10 millions, il faudrait rapporter le solde migratoire annuel



Georges Cabrera

Selon les experts, la population atteindrait environ 10,32 millions en 2050, soit 3% de plus que la limite fixée par l'initiative.

de 49'000 (dès 2035) à 23'700, soit une réduction de plus de 50% pour atteindre l'objectif des 10 millions. Or, les flux liés à l'asile étant limités – moins de 8000 réfugiés par an –, cette réduction toucherait principalement la migration de travail. Cette contraction de l'immigration entraînerait une diminution rapide de la population en âge d'activité (20-64 ans), selon l'étude. Alors que cette population atteindrait 5,92 millions en 2050 dans le scénario de référence, elle ne s'élève-

rait plus qu'à 5,63 millions en cas de limitation, soit un écart d'environ 300'000 personnes.

Effet sur la croissance

Les conséquences seraient multiples: diminution de la population active, accentuation du vieillissement démographique et baisse indirecte de la natalité, les migrants étant en moyenne plus jeunes et ayant davantage d'enfants (1,2 enfant par femme suisse contre 1,3 enfant par femme de nationalité étrangère). À l'horizon

2050, le rapport de dépendance passerait d'environ 33 personnes de 65 ans et plus pour 100 actifs aujourd'hui à près de 47, contre 45 dans le scénario sans limitation.

Sur le plan économique, le directeur d'Ecosys, David Maradan, a insisté sur l'impact direct d'une restriction de l'offre de travail sur le potentiel de croissance. Dans un contexte marqué par le départ à la retraite des baby-boomers et un taux de natalité historiquement bas, les projections

évoquent un déficit pouvant atteindre 400'000 à 460'000 équivalents temps plein d'ici à 2035. Les secteurs les plus dépendants de la main-d'œuvre étrangère – construction, hôtellerie-restauration, transports, agriculture ou encore santé – seraient particulièrement exposés.

L'étude souligne également les effets sur les finances publiques. Le vieillissement accéléré pèserait sur les assurances sociales, en particulier l'AVS, tandis que la croissance plus faible de la masse

salariale réduirait les recettes. Selon les projections du Secrétariat d'État à l'économie, le vieillissement de la population pèsera sur la croissance du PIB dès le milieu des années 2040, et une diminution du solde migratoire accentuerait cette tendance.

Baisse de l'attractivité

Quant à l'argument environnemental, l'étude relève que l'initiative UDC ne cible pas les causes des pressions environnementales que sont notamment les modes de consommation, mais se concentre sur un de ses vecteurs (nombre de personnes qui consomment). Elle ajoute que la population migrante n'est pas par ailleurs plus «polluante» que la population résidente.

Les conséquences seraient multiples: diminution de la population active, accentuation du vieillissement démographique et baisse indirecte de la natalité.

Enfin, plusieurs intervenants ont rappelé que l'initiative remettrait en cause la libre circulation des personnes et, par la clause guillotine, l'ensemble des accords bilatéraux avec l'Union européenne, y compris Schengen et Dublin.

Une incertitude juridique qui, selon la FER, pèserait sur l'attractivité du pays, ses échanges économiques et sa capacité à recruter les compétences indispensables à son fonctionnement.

Faut-il pouvoir limiter le vote à l'urne après une irrégularité telle qu'à Vernier?

Grand Conseil Les députés étudieront en commission la possibilité de suspendre le vote par correspondance en cas de nouveau scrutin consécutif à une fraude. Le sujet, sensible, demande une étude rigoureuse, selon la plupart des partis.

Rachad Armanios

Faut-il permettre au Conseil d'État de suspendre le vote par correspondance quand un nouveau scrutin est organisé après une fraude électorale ou des irrégularités? C'est la proposition faite par Le Centre, jeudi soir au Grand Conseil, en réaction à la fraude électorale à Vernier.

Ces événements ont marqué un «tournant préoccupant pour la démocratie genevoise» en portant atteinte à la confiance des citoyens dans la fiabilité des scrutins, selon la première signataire du projet de loi, Alia Chaker Mangeat. Elle ajoute que cette «grave crise politique à Vernier» a mis en évidence les vulnérabilités structurelles du système.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi, il est rappelé que les conditions du vote par correspondance peuvent créer un terrain propice à des pratiques abusives: pressions sur les électeurs, captation de votes, collecte induue

de bulletins ou influence exercée dans un cadre privé.

Or, juge Alia Chaker Mangeat, les moyens légaux sont limités pour agir rapidement et éviter que les dérives se répètent lors du nouveau scrutin. D'ailleurs, à Vernier, de nouveaux soupçons d'irrégularités ont entaché le deuxième scrutin.

Le Centre entend proposer une réponse «mesurée et strictement encadrée» puisque la possibilité (pas l'obligation) de suspendre le vote par correspondance vaudrait uniquement pour le scrutin concerné et dans des circonstances exceptionnelles clairement définies. «Il ne s'agit pas d'une remise en cause générale du vote par correspondance», insiste la députée.

Appui de l'UDC

Le but de ce parti est de renforcer les droits politiques. En effet, le vote en présentiel offre des garanties accrues en matière d'identification des électeurs, de

secret du vote et de prévention des pressions indues.

Le Centre demande d'accepter immédiatement ce texte, sans l'étudier en commission. Il est appuyé par l'UDC. Son député Stéphane Florey rappelle que la justice doit statuer sur la validation de l'élection du Conseil municipal par le Conseil d'État. En cas de nouvelle annulation de l'élection, l'outil serait prêt pour sécuriser un potentiel troisième scrutin, justifie-t-il.

«La honte de la Suisse»

Mais le PLR Jean-Pierre Pasquier estime que le sujet mérite une étude rigoureuse du texte en commission des droits politiques. Sur le fond, il s'accorde sur la pertinence du projet de loi.

«Ce n'est pas qu'une fraude électorale qui a eu lieu, c'est une attaque directe contre la crédibilité de nos institutions.» Et le député de s'en prendre frontalement aux partis et listes à qui il reproche de ne pas être ancrés

«Seuls ceux pouvant se déplacer pourraient voter? Ça ne va pas.»

Thierry Apothéloz
Président du Conseil d'État

dans la culture politique suisse et qui «exploitent les failles du système».

«LJS et la liste LED sont au cœur des soupçons», lance-t-il, s'en prenant à «ces candidats qui se représentent malgré les enquêtes».

Le socialiste Thomas Wenger abonde, tout en refusant, lui, de «sacrifier» le vote par correspondance: «C'est une crise démocratique sans précédent, on est la honte de la Suisse. Est-ce dû au vote par correspondance? Non! Nous refusons de punir tous les électeurs à cause d'une poignée de candidats et d'une liste qu'il faut sanctionner.»

Des réponses factuelles

Le député revient sur le projet de loi: «La participation culmine à 30%. En restreignant le vote à l'urne, on tomberait à 10%, imaginez la représentativité des élus!»

Francisco Taboada, de LJS, se lève: «J'ai de la peine à accepter

certaines propos visant clairement les étrangers. Les propos ici valent pour la galerie. Mais la justice fait son travail et donnera des réponses factuelles.»

Il ajoute que «LJS a fait le travail», faisant allusion à l'exigence donnée à ses membres de choisir entre LED et LJS. Et de lancer que, dans la liste LED, «il n'y a pas que des LJS. On est tous éclairboussés.»

Difficile mise en œuvre

Le président du Conseil d'État, Thierry Apothéloz, demande un envoi en commission, au nom de l'importance et de la sensibilité du sujet.

Se disant ouvert au dialogue, il prévient qu'une mise en œuvre ne serait pas si simple. Il ajoute ainsi: «Seuls ceux pouvant se déplacer pourraient voter? Ça ne va pas.»

Avec les voix de tous les groupes sauf celles de l'UDC et du Centre, le texte est ensuite envoyé en commission.

Plus d'investissements pour détruire la nature que pour la protéger

Perrine Mouterde

Quand 1 dollar va à la protection de l'environnement, 30 financent sa destruction, selon un rapport des Nations unies publié jeudi

En janvier 2020, un rapport du Forum économique mondial alertait sur le fait que plus de la moitié du produit intérieur brut mondial dépend de la nature et des services qu'elle fournit, tels que la pollinisation, la régulation du climat ou la prévention des crues. La destruction de la biodiversité a des impacts sur la plupart des entreprises, insistait le document, parce qu'elle affecte leurs opérations, leurs chaînes d'approvisionnement et leurs marchés, et l'effondrement des écosystèmes est l'une des principales menaces pour l'humanité.

Six ans plus tard, alors que les principaux responsables politiques et économiques sont réunis à Davos, en Suisse, un chiffre, publié jeudi par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) devrait les interpeller : pour chaque dollar dépensé afin de protéger l'environnement, 30 dollars (25,60 euros) sont encore investis, à l'échelle mondiale, dans des activités qui le détruisent.

Dans le contexte actuel de vives tensions géopolitiques, le sujet n'aura pas été une priorité du Forum économique mondial, qui s'achèvait vendredi 23 janvier. Le rapport du PNUE rappelle toutefois l'importance de prendre à bras-le-corps cette question. « *La majeure partie de notre économie dépend de notre environnement. Or, nous continuons à éroder ce que j'appellerais notre compte bancaire collectif*, insiste Ivo Mulder, expert du financement environnemental au PNUE. *Il faut aller au-delà des abeilles et des arbres pour intégrer la nature dans des secteurs comme l'immobilier, les infrastructures ou l'industrie et envisager une manière différente de travailler avec elle, au lieu de la considérer comme un élément extérieur.* »

Les progrès se font attendre

« *Si l'on suit la piste de l'argent, on se rend compte de l'ampleur du défi qui nous attend*, a aussi déclaré Inger Andersen, la directrice exécutive du PNUE. *Nous pouvons soit investir dans la destruction de la nature, soit œuvrer à sa restauration ; il n'y a pas de juste milieu.* » Selon ce rapport, le montant des financements directement nuisibles à l'environnement a atteint 7 300 milliards de dollars en 2023, quand les investissements dans des actions favorables à la nature atteignaient 220 milliards de dollars.

Dans la première catégorie, les investissements publics ayant un impact négatif direct et majeur ont pesé 2 400 milliards de dollars. Ils concernent en premier lieu le secteur des combustibles fossiles, devant ceux de l'agriculture et de l'eau. En 2023, le montant global de ces subventions publiques néfastes a diminué de 18 % par rapport aux niveaux historiquement élevés de 2022 : la crise énergétique mondiale liée à la guerre en Ukraine avait conduit de nombreux gouvernements à prendre des mesures de protection des consommateurs pour faire face à la flambée des prix du pétrole et du gaz. Mais ces financements restent encore largement plus élevés qu'en 2020.

Si les subventions néfastes sont identifiées de très longue date comme l'un des principaux obstacles à la lutte contre les crises environnementales, les progrès en la matière se font toujours attendre. « *De telles réformes sont politiquement délicates, car elles touchent souvent des industries ou des groupes puissants qui profitent du statu quo et résistent au changement*, explique le PNUE. *La suppression des subventions peut augmenter les coûts pour les consommateurs ou les producteurs à court terme, ce qui la rend impopulaire auprès du public, à moins que des alternatives ou des mécanismes de compensation bien conçus ne soient mis en place.* »

Les investissements privés nuisibles à la nature, eux, ont représenté en 2023 près de 5 000 milliards de dollars, essentiellement dans l'industrie, l'énergie et les matériaux. Le rapport note toutefois qu'ils ont diminué de 48 % en quatre ans dans le secteur du pétrole et du gaz, cette évolution reflétant les changements en cours dans le secteur de l'énergie et l'essor spectaculaire des énergies renouvelables.

Réussir à inverser la tendance

Ivo Mulder précise qu'il existe des effets d'entraînement entre financements publics et privés. « *Si vous subventionnez l'épuisement des nappes phréatiques en n'imposant pas un prix de l'eau assez élevé, vous encouragez aussi la surexploitation des ressources pour l'irrigation, ce qui conduit aussi à épuiser davantage les nappes*, détaille-t-il. *Et en baissant artificiellement le prix des combustibles fossiles, vous diminuez aussi le coût des engrais.* »

Les financements en faveur de la nature, de leur côté, relèvent à 90 % de la sphère publique. Toujours largement insuffisants, ils ont néanmoins augmenté ces dernières années pour atteindre leur plus haut niveau et bénéficient essentiellement au champ de la protection de la biodiversité et des paysages.

Au-delà de l'état des lieux, le rapport dresse des pistes pour réussir à inverser la tendance, notamment en actionnant par étapes les leviers de la réglementation et de la fiscalité. Il donne aussi des exemples d'initiatives réussies, du reboisement de terres dégradées au Costa Rica grâce à l'introduction d'incitations financées par une taxe sur les combustibles fossiles à la transition énergétique au Danemark, mise en place grâce à des systèmes de taxes et de tarifs d'achat de l'électricité.

Une coopérative va piloter les déplacements et la vie de quartier au Rolliet

Urbanisme Un partenariat public-privé inédit naît à Plan-les-Ouates pour gérer la mobilité et l'animation des espaces communautaires.

Marc Renfer

La mise en place d'une coopérative pour le futur quartier du Rolliet a été officialisée jeudi. Un acte présenté par les autorités comme une étape importante de la réalisation de ce projet immobilier, première pièce du vaste projet des Cherpines (3700 logements).

Cette entité, présentée comme inédite à l'échelle cantonale, aura pour mission d'assurer la gouvernance de certains espaces communs et de mettre en œuvre les mesures de mobilité prévues. Le modèle repose sur une collaboration regroupant les propriétaires – qui sont les coopérateurs –, la Commune de Plan-les-Ouates et, à titre consultatif, le Canton.

«De la planification du quartier, quelque peu théorique, on en arrive aujourd'hui à accompagner l'arrivée prochaine des premiers habitants avec des mesures extrêmement précises et concrètes», relève Sylvain Fer-

retti, directeur général de l'Office cantonal de l'urbanisme, évoquant un dispositif destiné à offrir un cadre «le plus accueillant possible».

Tarifs en dessous du marché

Au cœur du dispositif figure la gestion d'environ 5000 m² de surfaces situées en rez-de-chaussée, soit près de 5% de la surface bâtie totale. Ces espaces, distincts des surfaces classiques, sont mis gratuitement à disposition de la coopérative par les propriétaires. Ils seront loués à des tarifs inférieurs au marché, avec des loyers annoncés entre 100 et 220 francs le mètre carré par an, contre environ 350 francs pour les arcades commerciales.

L'objectif est d'y accueillir des activités «à forte valeur sociale, mais à faible rendement économique», comme des crèches, une épicerie participative, un réparateur de vélos ou des associations locales. Selon les responsables du projet, 60 à 70% de ces surfaces ont déjà trouvé preneur.



Les autorités et les développeurs espèrent faire du Rolliet un «quartier modèle». Ici, l'état du chantier début décembre 2025. plo.ch

Pour la Commune, l'enjeu est d'empêcher l'émergence d'un quartier sans vie. «Nous voulions éviter d'avoir une cité-dortoir, car il est toujours difficile d'ajouter de l'animation et des lieux de vie lorsque les espaces ne sont pas prévus pour ça au départ», explique Fabienne Monbaron, maire de Plan-les-Ouates (PLR).

L'autre volet central concerne la mobilité. Le quartier, pensé selon le principe de la «ville des courtes distances», prévoit un ratio de stationnement réduit, avec environ 0,6 place de parc par logement.

La gestion des quelque 600 places sera centralisée par la coopérative et leur attribu-

tion ne sera pas automatiquement liée au logement, mais effectuée sur la base de critères de priorité, notamment pour les familles ou les personnes à mobilité réduite.

Le président de la coopérative, Charles Spierer, illustre cette politique: «Le ou la célibataire de 30 ans qui travaille dans la zone industrielle juste de l'autre côté de la route devra vivre sans voiture.»

Pour compléter ce dispositif, une centrale de mobilité, associée à un guichet unique dans le quartier, proposera des alternatives à la voiture individuelle, comme des vélos-cargos, des solutions d'autopartage ou encore un «kit mobilité» comprenant des réductions sur les abonnements de transports publics pour les nouveaux habitants.

«Laboratoire à ciel ouvert»

Le lancement de la coopérative repose sur un fonds initial de 2,4 millions de francs, alimenté par une contribution unique

de 20 francs par mètre carré construit. À terme, la structure doit tourner grâce aux loyers perçus.

«S'il reste quelque chose, cela ne va dans la poche de personne: c'est redistribué aux habitants sous forme de baisse de charges», précise Charles Spierer.

Pour la gestion opérationnelle (location de vélos, animation, etc.), la coopérative finalise le mandat d'une société externe constituée pour l'occasion, Horizon Rolliet, qui déploiera du personnel.

Charles Spierer voit dans ce quartier «un laboratoire à ciel ouvert» pour de futurs développements urbains. Si l'expérience devait se révéler concluante, ce système pourrait servir de référence, notamment dans le périmètre voisin des Cherpines.

Les premiers logements du Rolliet doivent être livrés dès 2027. L'achèvement de l'ensemble du quartier est attendu à l'horizon 2029, avec un total d'environ 1000 logements.

Une manne pour la recherche à Genève

SOUTIEN L'Université de Genève a créé une fondation pour financer des projets via de l'argent privé – celui de la Fondation Hans Wilsdorf principalement. Cette aide ne se substitue en aucun cas aux fonds publics, insiste l'institution. Mais ces derniers sont en partie menacés

LORÈNE MESOT

C'est le secret le moins bien gardé de la République: l'identité de la fondation «dont il ne faut pas prononcer le nom». La tentaculaire et indispensable Hans Wilsdorf, propriétaire de Rolex. Une «vraie machine à cash», écrivait la *Tribune de Genève* en 2018. A l'époque, le quotidien estimait que le discret mécène versait plus d'une centaine de millions de francs d'aides financières par année. Ce chiffre a été multiplié par cinq depuis, indiquait la fondation en septembre dans un effort de transparence inédit. La moitié est versée dans le canton de Genève. Parmi les bénéficiaires directs et indirects, des associations et organisations en tous genres, des clubs sportifs, des artistes, des étudiants désargentés, des jeunes déscolarisés, des personnes handicapées ou en mauvaise santé, des femmes et des hommes sans abri ou endettées, des médias (*Le Temps**, notamment). Mais aussi des professeurs d'université.

Les apports de la Fondation Wilsdorf sont plutôt «très bien reçus chez les chercheurs, car elle n'est pas intrusive»

DIDIER GRANDJEAN, DIRECTEUR DU CENTRE SUISSE DES SCIENCES AFFECTIVES

Mi-décembre a été clôturé le premier appel à projets de la Funige – la Fondation pour l'Université de Genève. Créée en mai dernier à l'initiative du rectorat, cette nouvelle entité vise à financer «des projets ambitieux dépassant les capacités financières ordinaires de l'université», explique le vice-recteur de l'Unige, Sébastien Castelltort, également membre du comité scientifique de la Funige. La Fondation Hans Wilsdorf en est la principale contributrice. Elle s'est



Devant le bâtiment Uni-Mail de l'Université de Genève. (9 JANVIER 2025/MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)

engagée à l'irriguer de quelque 20 millions de francs par année.

Jamais les liens entre la mécène et l'Unige n'ont été aussi visibles. Dernièrement, la Fondation Hans Wilsdorf a mis plus de 200 millions de francs sur la table pour financer le bâtiment qui abritera la Geneva School of Economics and Management et la Faculté des sciences de la société, dès 2028, dans le quartier Quai Vernets. Elle soutient aussi un programme de chaires d'excellence de l'Unige dans les domaines des neurosciences, de la génomique, de la vie dans l'Univers, de la physique quantique et des mathématiques à hauteur de 30 millions sur trois ans. Et fait partie des huit fondations partenaires du Centre en philanthropie, né en 2017.

La Fondation Hans Wilsdorf soutient des projets de recherche et les infrastructures de l'institution bien avant la création de la Funige. En 2017 notamment, elle a fait don de

10 millions de francs pour le Campus Biotech. Mais l'université souhaitait «disposer d'un cadre dédié et juridiquement distinct pour structurer et développer la recherche de fonds privés», explique Sébastien Castelltort. La Funige, précise-t-il, n'intervient ni dans le choix des contenus ou des méthodes ni dans l'interprétation des résultats des projets.

Toutes disciplines confondues

S'agissant du premier appel à projets, seuls les professeurs – ce qui a fait l'objet de critique à l'interne – ont été invités à candidater, toutes disciplines confondues. Le secrétariat de la fondation s'est assuré de l'éligibilité des dossiers, puis des experts externes et le comité scientifique (chaque faculté est représentée) les ont examinés avant de passer la main au conseil de fondation pour décision finale. La rectrice

Audrey Leuba en est la présidente et l'ancien directeur du Centre en philanthropie, Henry Peter (également président de la fondation Aventinus, actionnaire majoritaire du *Temps*), le vice-président. Siègent également le professeur de chimie Jérôme Lacour, la conseillère en entreprises Sophie Dubuis et le banquier Patrick Odier.

Le premier appel à projets était subdivisé en trois catégories: les travaux «capables de transformer durablement le paysage de la recherche en répondant à des enjeux scientifiques majeurs», les recherches dites «innovantes, ponctuelles ou exploratoires» qui échappent aux dispositifs de financement classiques, ainsi que le financement d'infrastructures et l'acquisition de matériel de recherche de pointe. «La Funige n'a pas vocation à compenser la subvention fédérale de base, indispensable au fonctionne-

ment des universités, ni les contributions du Fonds national suisse», le FNS, insiste Sébastien Castelltort.

Comme les autres hautes écoles du pays, l'Université de Genève dépend majoritairement de fonds publics. En 2024, 48% de son budget de 904 millions provenaient du canton, 17% de la Confédération et 12% du FNS. «Le financement public est le seul à pouvoir soutenir la recherche dans les universités avec une force de frappe suffisamment forte pour qu'elles restent compétitives», détaille Sébastien Castelltort.

Cette précision est d'actualité. Dans son plan d'allègement budgétaire, le Conseil fédéral envisage en effet des coupes sévères dans la recherche et la formation. Cet automne, Audrey Leuba estimait que la perte pourrait s'élever à plus de 22,5 millions de francs pour l'Unige. La subven-

tion fédérale de base pourrait fondre de 9% et les subsides du Fonds national suisse (FNS) de 10%. A Berne, le parlement n'a pas encore tranché, mais le FNS a dû anticiper et procéder à quelques ajustements, ses fonds finançant des projets de recherche pluriannuels. Il a réduit la voilure de plusieurs instruments d'encouragement depuis le début de l'année.

Un équilibre «précaire»

Aujourd'hui, la répartition des tâches entre acteurs privés et publics «fonctionne bien» et leur complémentarité est «essentielle», estime le FNS, qui évoque un «équilibre précaire». Si les coupes se confirment, «il s'agirait d'une intervention historique dans le paysage scientifique suisse, avec des conséquences graves pour le progrès social et économique du pays», note le Fonds. Selon ses calculs, il se verrait contraint de refuser «au moins 500 projets de recherche innovants dont les résultats sont essentiels pour l'économie, la société et l'administration».

Le financement public est fondamental, car il garantit l'autonomie des universités, renchérit le conseiller aux Etats socialiste Baptiste Hurni, régulièrement au front sur les questions de recherche à Berne. «Les fonds privés peuvent apporter des compléments bienvenus, mais il ne faut pas perdre de vue qu'une fondation n'est pas soumise au contrôle démocratique.»

Les apports de la Fondation Wilsdorf sont plutôt «très bien reçus chez les chercheurs, car elle n'est pas intrusive», complète le professeur Didier Grandjean, directeur du Centre suisse des sciences affectives. «Cela étant, on peut se demander ce qui se passerait si un jour elle se retirait ou posait des conditions à l'octroi de l'aide de type non scientifique ou thématique, voire politisé. Mais ce n'est pas le cas actuellement à ma connaissance.» Pour le chercheur, le modèle de financement à l'américaine ne fonctionnerait pas en Suisse. «Outre-Atlantique, la culture veut que les alumni qui ont fait carrière financent l'université qui les a formés. Ce type de réseau se construit sur plusieurs générations.» ■

*La Fondation Aventinus, actionnaire majoritaire du journal, est elle-même soutenue par les fondations Hans Wilsdorf, Leenaards et Jan Michalski.

Trump verliert sein wichtigstes Argument im Zollstreit mit der Schweiz

Wirtschaftspolitik Das Handelsdefizit der Amerikaner ist bereits wieder verschwunden. Dennoch sollen Schweizer Unternehmen ihre versprochenen Milliarden-Investitionen schnell realisieren.

Adrian Schmid und **Arthur Rutishauser**

In Schweizer Wirtschaftskreisen will man nichts dem Zufall überlassen und Donald Trump ja keinen Anlass geben, damit er im Zollstreit wieder den Hammer auspackt. Die schweizerisch-amerikanische Handelskammer hat kürzlich die hiesigen Unternehmen angeschrieben und sie gebeten, ihre geplanten Investitionen in den USA in einer Excel-Tabelle aufzulisten. «Das ist eine sehr wichtige Aufgabe», heisst es im Brief in englischer Sprache, der dieser Redaktion vorliegt. «Da die Verhandlungen über ein verbindliches Handelsabkommen beginnen, ist es wichtig, dass wir genaue und aktuelle Daten sammeln.»

USA verlangen 67 Milliarden in diesem Jahr

Die Handelskammer hat schon vor einem Jahr Daten zu den geplanten Investitionen von Schweizer Unternehmen in den USA zusammengetragen. Diese bildeten die Grundlage für das Investitionspaket, das die Gruppe Schweizer Konzernchefs um Partners-Group-Mitgründer Alfred Gantner bei ihrem Besuch im letzten November bei Donald

Trump im Oval Office präsentieren konnte.

In der Folge erzielte der Bund im Zollstreit eine Einigung mit den USA, die Investitionen von Schweizer Unternehmen in den USA in der Höhe von mindestens 200 Milliarden Franken vorsieht. Das Geld soll innerhalb von fünf Jahren fliessen. Im Gegenzug hat die Regierung von Trump die Strafzölle für Waren aus der Schweiz per Mitte November auf 15 Prozent gesenkt. Davor galt seit August ein Zusatzzoll von 39 Prozent.

Teil der Übereinkunft ist, dass 67 Milliarden schon im laufenden Jahr investiert werden. Mit ihrem Schreiben will die Handelskammer sicherstellen, dass es nicht nur bei Ankündigungen bleibt. «Wir haben verschiedene Deadlines», sagt Rahul Sahgal, Geschäftsführer der Handelskammer. Ende März sollten die Verhandlungen über ein verbindliches Abkommen fertig sein. «Wir sind bereit dazu.» Und bis Ende Jahr sollten dann die 67 Milliarden «fix sein».

Diese Zahl steht zwar nur in einem Fact Sheet des Weissen Hauses und nicht in der gemeinsamen Erklärung – dem sogenannten Joint Statement, das die beiden Länder Ende letzten Jahres

getroffen haben. Trotzdem ist sie wichtig. Auch das Staatssekretariat für Wirtschaft (Seco) schreibt in seinen Ausführungen zu den Verhandlungen mit den USA, dass «ein Drittel» des Investitionsvolumens innerhalb des Jahres 2026 eingeleitet werden soll.

Roche erhöht Investitionen in den USA

Da ist es hilfreich, dass beispielsweise der Pharmakonzern Roche nicht nur daran interessiert ist, seine Hausaufgaben zu erledigen. Diese Woche wurde bekannt, dass er sein Engagement in den Vereinigten Staaten sogar noch ausbaut. Die US-Tochter Genentech teilte am Dienstag mit, dass die Investitionen in ein neues Produktionswerk in Holly Springs im Bundesstaat North Carolina auf rund 2 Milliarden Dollar verdoppelt würden.

Die Bauarbeiten sollen im August beginnen. Durch das Projekt entstehen 500 Jobs in der Fertigungsindustrie sowie 1500 im Baugewerbe, wie es in einer Mitteilung heisst. Die Rolle von Genentech als «bedeutender Wirtschaftsmotor» werde dadurch gestärkt. In der Anlage werden künftig Medikamente gegen Stoffwechselerkrankungen hergestellt. Schon im vergangenen



Beim Treffen am WEF in Davos hat Bundespräsident Guy Parmelin Donald Trump darüber informiert, dass die USA kein Handelsdefizit mehr gegenüber der Schweiz hätten.

April hatte Roche Investitionen von insgesamt 50 Milliarden Dollar in den USA angekündigt.

Nachdem diese Woche am Weltwirtschaftsforum (WEF) in Davos die Bundesräte Guy Parmelin, Ignazio Cassis und Karin Keller-Sutter den US-Präsidenten Trump und einige seiner Minister getroffen haben, sollen nun die Verhandlungen mit den Vereinigten Staaten auf technischer Ebene «so bald wie möglich» beginnen, wie Parmelin auf

X bekannt gegeben hat. Die erste Runde werde in Bern stattfinden.

8,8 Milliarden zugunsten der USA im Oktober

Wenn die Schweiz dann bereits eine Liste mit verbindlichen Investitionen im Jahr 2026 vorlegen kann, müssten die Amerikaner dies eigentlich wohlwollend zur Kenntnis nehmen. Und nun zeigt sich, dass der Bund gar noch einen zweiten Trumpf in der Hand hält.

Als Donald Trump am Mittwoch am WEF über die Schweiz herzog, kam er mehrmals auf das «big, big deficit» zu sprechen. Er meinte damit das Handelsdefizit der USA gegenüber der Schweiz in der Höhe von 41 Milliarden Dollar. Dies ist der Hauptgrund, warum Trump im August hohe Strafzölle für Waren made in Switzerland einführte. Doch nun stellt sich heraus: Das Handelsdefizit der USA gibt es nicht mehr, es hat sich in ein Plus gewandelt.

Im vergangenen Oktober resultierte in der Handelsbilanz zwischen den beiden Ländern ein Überschuss von 8,8 Milliarden Dollar zugunsten der USA, wie die neuesten Daten des amerikanischen Handelsministeriums zeigen. Und im August und September war die Bilanz aus Sicht der USA auch bereits positiv.

Ganz anders im Januar 2025, als Trump das Präsidentenamt übernahm: Da stand noch ein Defizit von 22 Milliarden. Aber

trotz der drei positiven Monate im Herbst bleibt, nach vorläufigen Zahlen, im abgelaufenen Jahr und aus amerikanischer Sicht ein Minus von 41 Milliarden Dollar. Das entspricht der Zahl, die Trump in seiner Rede nannte.

Bundespräsident Guy Parmelin hat Trump schon am Mittwoch nach dessen Ansprache am WEF mit der neuesten Entwicklung der Handelsbilanz konfrontiert, als die Delegation der Schweizer Regierung für rund

15 Minuten mit dem US-Präsidenten sprechen konnte. Trump habe etwas erstaunt reagiert und sich die Zahlen von seinem ebenfalls anwesenden Handelsbeauftragten Jamieson Greer bestätigen lassen, sagte Parmelin später vor den Medien. Trump habe dies aber als gute Nachricht taxiert.

Goldexporte in die USA sind eingebrochen

Wie war dieser Turnaround innerhalb kurzer Zeit möglich? Einerseits sind die Schweizer Exporte in die USA aufgrund der hohen Strafzölle ab August generell gesunken. Zweitens spielte das Gold eine zentrale Rolle. Das Plus der USA im September und Oktober sei «grösstenteils auf Goldhandelsüberschüsse zurückzuführen», bestätigt auf Anfrage das Staatssekretariat für Wirtschaft. Die Zollraten des Bundes zeigen, dass im Januar 2025 noch für 15 Milliarden Franken Gold in die USA geliefert wurde. Im September und Oktober sanken die Schweizer Goldexporte jeweils auf unter 700 Millionen Franken. Gleichzeitig stiegen die Importe des Edelmetalls aus den USA auf über 8 Milliarden.

Eigentlich sei die Handelsbilanz bei Gold zwischen der Schweiz und den USA «historisch ausgeglichen», sagt Christoph Wild, Präsident der Schweizer Edelmetallvereinigung. «Anfang 2025 hatten wir eine vorübergehende Anomalie.» Damals war nicht klar, ob Trump Zölle auf Gold erheben würde. Dadurch herrschte in den USA grosse Unsicherheit. «Dies hat den Bedarf an Schweizer Gold vorübergehend hochschnellen lassen», sagt Wild. Später zeigte sich, dass der US-Präsident beim Handel mit dem Edelmetall keine Strafzölle einführen wird. Daraufhin legte sich die Aufregung wieder.

Im Weiteren sagt Wild: «Unsere Branche hat keine Massnahmen ergriffen, um die Edelmetallströme zwischen der Schweiz und den USA aktiv zu steuern.» Es gelte das Gesetz von Angebot und Nachfrage. Und Wild geht davon aus, dass die Bilanz ausgeglichen

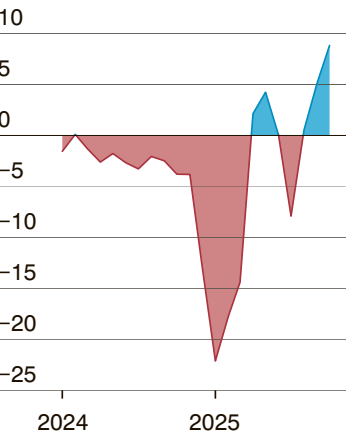
bleibt. «Vorausgesetzt, dass keine aussergewöhnlichen Ereignisse nach Schweizer Gold verlangen.»

Nach diesem Turnaround verliert Donald Trump nun sein wichtigstes Argument, um seine Strafzölle gegenüber der Schweiz zu rechtfertigen. Immer wieder begründete er den Zollhammer mit dem hohen Handelsdefizit. Gemäss Trumps Logik könnte sich jetzt sogar die Schweiz überlegen, auf Einfuhren aus den USA Zölle zu erheben, um die Bilanz wieder ausgeglichen zu gestalten. Der Bundesrat hat im Zollstreit bisher jedoch nie Gegenmassnahmen in Betracht gezogen.

Die Schweizer Wirtschaft nimmt die neuesten Handelsdaten positiv auf. Der starke Rückgang des Defizits beim Gold und bei den anderen Gütern «sollte die Verhandlungen mit den USA vereinfachen», sagt Jan Atteslander vom Wirtschaftsdachverband Economiesuisse. Angesichts der bislang «sehr guten Wirtschaftsbeziehungen zwischen den beiden Ländern» und der grossen Bedeutung der Schweizer Wirtschaft bei Direktinvestitionen, Innovation oder der Berufsbildung hätten beide Seiten «ein starkes Interesse an einem Abkommen».

Handelsdefizit der USA hat sich in ein Plus verwandelt

Monatliche **Handelsbilanz USA-Schweiz** aus amerikanischer Sicht, in Milliarden Dollar



Grafik: ad / Quelle: US-Handelsministerium

RÉCIT

Comment les Américains ont colonisé Davos, à défaut de s'emparer du Groenland

En voulant écraser le monde à Davos, l'Amérique semble avoir réveillé l'Europe. Mais l'essentiel au Forum économique mondial, c'est d'abord le business. Qui continue de tourner.



De haut en bas : Donald Trump, Emmanuel Macron, le PDG de BlackRock Larry Fink, l'acteur Matt Damon, la présidente de la BCE Christine Lagarde et l'historien Yuval Harari. (Collage Arnaud Poilleux, Sipa, AFP, iStock)

Par **Jean-Marc Vittori**

Publié le 24 janv. 2026 à 14:40 | Mis à jour le 25 janv. 2026 à 13:07

 Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

L'Europe et les Etats-Unis allaient-ils entrer en guerre à cause du Groenland ? C'est la question qui tenaillait les participants en arrivant au Forum mondial de Davos, qui a ouvert ses portes le 20 janvier. Le 15 janvier, quelques dizaines de militaires de cinq pays européens débarquaient dans le territoire autonome danois. Le 17, le président des Etats-Unis, Donald Trump, **décrétait des droits de douane supplémentaires** sur les produits venant de ces pays. **Le 18, l'Europe annonçait une riposte.**

Même sans cette tension, le Forum 2026 s'annonçait exceptionnel, avec un record de participants, de gouvernants, de nationalités. Les Européens, qui se sont longtemps morfondus dans les couloirs du palais des congrès, ont semblé piqués au vif par l'agressivité américaine.

« La fin d'une fiction agréable »

Le Premier ministre canadien, Mark Carney, a fait **un discours très remarqué**, évoquant (en français) « la rupture de l'ordre mondial, la fin d'une fiction agréable et le début d'une réalité brutale ». L'excitation était à son comble lors de l'intervention du président

américain mercredi après-midi. Mais la tension est vite retombée, avec l'annonce par Trump sur son réseau social Truth **d'un futur accord dans le cadre de l'Otan.**

Immédiatement, back to business ! Car si 1.500 dirigeants d'entreprise font le voyage en Suisse, ce n'est pas tant pour entendre des chefs d'Etat s'écharper sur la géopolitique que pour faire des affaires, voir des clients, des partenaires, des gouvernants dont il faut obtenir un feu vert. « J'ai eu 54 rendez-vous en deux jours et demi, c'est comme si j'avais fait le tour du monde », s'enthousiasme l'un d'entre eux. Economie de temps, d'argent, de carbone.

La question climatique au second plan

Pourtant, la question climatique, qui semblait essentielle il y a quelques années, est repoussée dans un futur incertain. La justice sociale est aussi passée au second plan, même si l'inquiétude sur la fragilité de sociétés de plus en plus polarisées transparaît souvent dans les échanges.

Place à l'intelligence artificielle... même s'il n'y a plus de nouveautés majeures cette année, après l'émergence de l'IA générative mise en lumière par ChatGPT puis l'essor de l'IA agentique. Un paradoxe de plus cette année.

A défaut de mettre la main sur le Groenland, les Etats-Unis se sont emparés du Forum. Donald Trump a fait le discours sans doute le plus attendu de toute l'histoire de ces rencontres. Il est venu avec une large partie de son gouvernement.

Trump circus

Son compatriote Larry Fink, le PDG du gestionnaire d'actifs BlackRock, est devenu coprésident du Forum en août dernier à la suite d'une crise de gouvernance. Elon Musk, le patron de SpaceX et de Tesla, s'est invité pour intervenir jeudi, une faveur de dernière minute jamais accordée à un chef d'entreprise en un demi-siècle de Forum.

Encore plus frappant : le « Conseil de paix » voulu par Trump a été lancé **dans la salle plénière du Forum**, entièrement redécorée aux couleurs des Etats-Unis, jusqu'au pupitre du président. « Une cérémonie grotesque d'allégeance à Trump », lâche un ancien ambassadeur européen qui en est sorti atterré. Loin, très loin de l'ONU dont le secrétaire général, le Portugais Antonio Guterres, a annulé sa venue à Davos pour raison officielle de gros rhume.

Dans cette démonstration de puissance, Donald Trump n'en était que plus surprenant. Il a été indécis sur le Groenland, ce « morceau de glace » qu'il a **souvent confondu avec l'Islande**, et sur lequel il a conclu « on verra bien ce qui se passera ».



Donald Trump, flanqué de représentants de Bahreïn et du Maroc, a dévoilé son « Conseil de paix » lors du Forum de Davos. Une démonstration de force américaine qui suscite des interrogations. (Photo AFP)

Il a parlé du prix du gallon d'essence et des logements aux Etats-Unis, qui ne sont pas au coeur des préoccupations à Davos. « En fait, il parlait pour être repris à la télévision américaine, explique le dirigeant d'un grand groupe énergétique. Et c'est pour cette raison qu'il a parlé essence et logement, et qu'il a tenu à maintenir son discours à 14h30, malgré ses problèmes d'avion et son épuisement. » Davos devient un show électoral américain. Est-ce vraiment sa raison d'être ?

Une ville vendue aux Américains

La colonisation américaine de Davos ne s'arrêtait pas au blockhaus de béton agrémenté de bois qui sert de palais des congrès. Les boutiques de Promenade, la grand-rue de la station de ski helvétique, étaient louées une fortune par les Américains, au détriment notamment des Etats indiens très visibles les années précédentes.

A commencer par la « chapelle à un million de dollars » juste à la sortie du palais - un million de dollars, c'est le ticket payé par plusieurs grandes firmes des Etats-Unis pour sponsoriser les frais de la visite de Trump, dont la location de la chapelle. Presque en face, l'espace Palantir. Un peu plus loin, Cloudflare et Meta. Juste après, IBM, PwC, Cisco. Puis Salesforce Lodge à gauche et Salesforce Chalet à droite. Encore quelques pas, et c'est Cognizant.

Les étrangers semblent se cacher derrière des sigles étrangement proches - c'est ainsi qu'on trouve dans un mouchoir de poche GFH, HCL et ICH (une banque d'investissement de Bahreïn, un consultant indien en technologies de l'information, un investisseur des Emirats arabes unis). Et au bout de la partie la plus courue de Promenade trône en vigie le bâtiment loué par BlackRock, dont le patron Larry Fink. Oui, décidément, la ville de Davos était vendue aux Américains.

L'Europe se rebiffe

« Mais pourquoi porte-t-il des lunettes de soleil ? » C'était la seule question que posaient les participants du Forum après avoir vu Emmanuel Macron, ignorant visiblement tout de

son oeil rougi. Mais **le discours du président français** était souvent cité dans les conversations.



Les déclarations du président français - et ses lunettes - ont marqué les esprits à Davos. (Photo Jeanne Accorsini/Sipa)

Les jours suivants. Sa dénonciation d'une Amérique qui veut « subordonner l'Europe » et sa préférence pour « l'Etat de droit plutôt que la brutalité » ont frappé les esprits. D'autant que les autres grands dirigeants européens - le chancelier allemand, Friedrich Merz, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen - ont porté exactement le même message, avec d'autres mots.

« C'est l'année du réveil européen », tranche un grand diplomate français. « Je suis arrivé anxieux, je repars guilleret », témoigne un financier. « Les investisseurs d'Asie et du Moyen-Orient sont de plus en plus attirés par l'Europe et son Etat de droit », complète Mark Benedetti, le directeur général d'Ardian, géant français de l'investissement dans le non-coté.

« Nous devrions remercier ceux qui éreintent l'Europe. »

Christine Lagarde, présidente de la BCE

Les Américains auraient-ils enfin réveillé le Vieux Continent, avec ses foudres douanières et surtout sa menace de s'emparer du Groenland ? « Nous devrions remercier ceux qui éreintent l'Europe », a expliqué, vendredi, Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne, qui avait quitté trois jours plus tôt un dîner de prestige après une diatribe anti-européenne du secrétaire américain au Commerce, Howard Lutnick.

Le processus omnibus de déréglementation avance, même si le mouvement est trop lent. La question des investissements européens en Amérique est enfin sur la table. Les Européens n'ont jamais autant soutenu la construction européenne, à en croire l'Eurobaromètre, un sondage réalisé depuis des décennies. En voulant soumettre l'Europe, l'Amérique l'a ravivée.

Matt Damon plonge

A Davos, on aime bien le cinéma. Cette année, **Matt Damon** était en vedette avec barbe, moustache et costume-cravate. L'acteur est venu présenter non pas son nouveau film sur

Netflix « The Rip », qui a déjà fait un carton avec 42 millions de vues en trois jours, mais son projet « Get Blue ». Cette plateforme lancée notamment avec Gap, Amazon et Starbucks vise à inciter les entreprises à s'engager beaucoup plus sur tout ce qui touche à l'eau (réduire consommation et pollution, initiatives pour favoriser l'accès à l'eau des plus défavorisés, etc.).

L'eau n'est pas un sujet neuf pour celui qui fut l'une des têtes d'affiche du film « Ocean's Eleven ». L'acteur avait plongé dedans en 2009 avec la création de l'association Water.org, qui a depuis permis à 85 millions de personnes d'accéder à l'eau potable.

Au fil du temps, il a découvert que c'était plus compliqué qu'il ne le croyait. « Au début, je croyais qu'il suffisait de creuser des puits. Maintenant, je me retrouve à dérisquer des prêts pour des foyers fragiles ». Son ennemi, ce n'est pas la finance.

IA : l'avertissement de Yuval Harari

Le gros sujet de Davos depuis toujours, ce n'est pas la politique mais le business. Et le business cette année, c'est l'intelligence artificielle. C'est sûr maintenant, elle va rentrer partout dans l'entreprise, avec des espérances d'efficacité et de nouvelles craintes.

Une dirigeante d'un géant du cloud cite un ingénieur qui produit dix fois plus avec l'IA. Les effets sur le travail restent très débattus. Le patron du fabricant de puces Nvidia a tenté de convaincre une audience sceptique que de nombreux emplois seraient créés. D'autres patrons ont admis embaucher moins de débutants.

Mais le moment le plus marquant sur l'IA a sans doute été l'imprécation de Yuval Harari. L'historien israélien, auteur du best-seller « Sapiens, une brève histoire de l'humanité », a posé des questions vertigineuses. Devons-nous décider qu'une IA peut être une personne morale ? Harari est convaincu que l'humanité est menacée par l'IA, comme dans un scénario de science-fiction.



L'historien israélien Yuval Harari" auteur du best(seller " Sapiens" une brève histoire de l'humanité" a posé des questions vertigineuses" tPhoto DR\$

Il prend l'exemple de l'Angleterre au V^e siècle. Les Bretons qui règnent alors dans le pays ont fait appel à des Angles et des Saxons pour affronter les Ecossais qui menaçaient leurs terres. Ces mercenaires ont battu l'ennemi... et ont ensuite pris le pouvoir. « Nous faisons la même chose avec l'IA : nous la payons pour faire notre travail », affirme Harari. Quelle sera la suite ? La salle frissonne.

Dernier Davos ?

« Ce n'est certainement pas le dernier Davos », a affirmé le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qui veut croire en un avenir meilleur. Pourtant, il y a trop de monde ici, des embouteillages nuit et jour, des tarifs exorbitants. Faut-il continuer de faire Davos à Davos ?

La question avait été évacuée après l'échec du Forum organisé en 2002 à New York, les participants ayant plein d'autres choses à faire dans une mégapole regorgeant de musées, de clients et de magasins. Le coprésident américain du Forum Larry Fink l'a relancée en évoquant deux villes anglo-saxonnes, « Détroit et Dublin, et même Jakarta et Buenos Aires ».

Le mal du Forum va au-delà de la géographie. « L'esprit du dialogue », thème du rassemblement 2026, a souvent cédé la place à la confrontation. « L'engagement à améliorer le monde », devise du Forum, n'a guère porté de fruits. Et si le show politique a été exceptionnel cette année, les débats s'étiolaient dans les autres sessions, avec des intervenants moins percutants et une assistance de plus en plus clairsemée. Dernier Davos ?

Jean-Marc Vittori (Envoyé spécial à Davos)

Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi (2e en partant de la droite), au WEF. (DAVOS, 20 JANVIER 2026/LUDOVIC MARIN/AFP)



Le «Sud global» estime que

WEF 2026 Eclipsés par les divisions que l'Europe et les Etats-Unis ont ouvertement affichées, les pays émergents n'en étaient pas moins présents en force à Davos, bien décidés à saisir leur chance. Car la fragmentation économique en cours rebat les cartes en leur faveur

ALINE BASSIN, DAVOS

Derrière le vice-premier ministre de l'Economie, Daniel Mukoko Samba, le drapeau de la République démocratique du Congo (RDC) s'étale fièrement sur grand écran. L'image cède parfois la place à des paysages verdoyants de carte postale, entraînant les personnes présentes à l'événement organisé en marge du Forum économique mondial (WEF) dans les luxuriantes forêts équatoriales de cet Etat du centre de l'Afrique, fort de 120 millions d'habitants et riche en ressources naturelles.

«Nous ne voulons plus nous contenter d'être un pays d'extraction», scande le politicien sous les applaudissements, tenant à féliciter au passage sa collègue chargée de l'Education nationale d'avoir mené à bien l'an dernier sur tout le territoire les examens secondaires. Malgré l'instabilité politique prévalant dans l'est du pays en conflit avec le Rwanda. La prouesse a notamment été rendue possible grâce au recours à l'IA, souligne Daniel Mukoko Samba.

Les interventions des présidents Donald Trump, Emmanuel Macron ou Volodymyr Zelensky? La venue surprise du fantasque milliardaire Elon Musk? La délégation congolaise n'en a cure. Elle n'est pas là pour ça. Durant toute la semaine, elle enchaîne les rendez-vous pour séduire les investisseurs. Le président, Félix Tshisekedi, ne participe pas à la soirée organisée dans un hôtel

couru de la station grisonne. Comme en 2025, il a toutefois fait le déplacement. Preuve de l'importance accordée au rendez-vous économique.

Des minéraux critiques

Cobalt, nickel, cuivre... Prenez la table de Mendeleïev et vous avez en RDC tous les matériaux stratégiques de la transition énergétique, résume un géologue présent à l'événement. Raison pour laquelle le pays, qui vient de signer sous l'égide des Etats-Unis un fragile accord de paix avec Kigali, estime se trouver à un tournant de son histoire. Un moment charnière qui lui permet d'enfin prendre son destin en main. «Notre nouveau narratif, c'est que la RDC n'est pas simplement spectatrice de la géopolitique mondiale qui place les minéraux critiques au centre des politiques des différents pays», précise Louis Watum Kabamba.

Ministre des Mines depuis quelques mois, il passe aussi la semaine dans les Alpes car aucun autre événement au monde ne met à portée de main un tel montant de décideurs et d'investisseurs. «Il ne suffit pas d'avoir une dotation minérale exceptionnelle telle que nous l'avons, complète celui qui a auparavant dirigé le Ministère de l'industrie. Il faut se retrousser les manches et travailler.» Dont acte. Du 19 au 23 janvier, les rendez-vous d'affaires avec les dirigeants de groupes miniers ou autres membres de gouvernants

vont se succéder. Objectif: nouer des contacts, signer des contrats avec des partenaires potentiels et réussir à fixer ses conditions.

Les tensions entre la Chine, les Etats-Unis et l'Europe? «J'adore cette situation», nous confie sous le couvert de l'anonymat l'un des membres de la délégation. La fragmentation en cours ouvre en effet le champ des possibles pour la RDC et d'autres pays qui voient avec une certaine satisfaction ces grands blocs se mesurer et se déchirer. En trois décennies, l'Empire du Milieu est devenu la deuxième économie mondiale, troquant à une vitesse sans précédent dans l'histoire moderne le statut d'«usine du monde» contre celui d'économie avancée. Déversant sur le Vieux-Continent des flottes de véhicules électriques

«Nous ne voulons plus nous contenter d'être un pays d'extraction»

DANIEL MUKOKO SAMBA, VICE-PREMIER MINISTRE DE L'ECONOMIE DE LA RDC

truffés d'électronique à bas prix, multipliant les plateformes de commerce électronique qui inondent l'Occident de petits paquets, faisant sensation avec un modèle d'IA libre de droits créé en quelques mois. Amenant les Etats-

Unis à bousculer l'ordre économique mondial né sur les cendres de l'Union soviétique.

Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) basée à Genève, Ngozi Okonjo-Iweala pose un regard averti sur ces bouleversements géopolitiques et commerciaux: «Je pense qu'il y a des opportunités claires pour les marchés émergents, les pays développés et même les pays pauvres», confirme l'ancienne ministre des Finances du Nigeria, également présente à Davos. Pour assurer leur résilience et «ne pas construire trop de dépendances», les plus grandes économies mondiales doivent diversifier leurs marchés et leurs chaînes d'approvisionnement, explique-t-elle. Et de souligner que cette nouvelle donne permet aux autres pays de «se rendre attractifs».

Dans le «village global» de Davos

Si vous êtes en RDC et que vous détenez des minéraux critiques, «c'est le moment d'agir. Et, en fait, ils le font», constate la haut fonctionnaire, qui sait de quoi elle parle puisqu'elle a justement rencontré la veille le ministre de l'Energie du pays. Pour ne pas juste «extraire», ils sont maintenant en train de réfléchir avec d'autres Etats comme la Zambie en termes de «sous-région», cherchant le meilleur moyen de procéder pour créer un maximum de valeur sur place. Tous les interlocuteurs congolais réunis dans la salle de l'hôtel Morosani tiennent le même discours: «Nous voulons des activités de transformation de ces métaux chez nous car cela crée des emplois», résume le géologue croisé en début de soirée.

A l'exception notable du Brésil, très discret cette année, les autres pays évoqués par la directrice de



Le stand de l'Arabie saoudite lors du WEF. (DAVOS, 19 JANVIER 2026/INA FASSBENDER/AFP)

son heure est venue et il le fait savoir



Ce n'est pas dans l'antre officiel du Forum économique mondial que se joue le WEF mais dans les pavillons temporaires et les hôtels de la station grisonne. (DAVOS, 23 JANVIER 2026/MICHAEL BUHOLZER/KEYSTONE)

l'OMC participent en nombre au WEF. De quoi transformer la paisible station grisonne en «village global», terme emprunté aux années 1990 qui désignait ainsi le mouvement de mondialisation en cours, aujourd'hui remis en question. Le temps d'une semaine, cet esprit ressuscite toutefois à Davos. Pour le constater, il suffit de déambuler le long de la «Promenade» qui mène au centre des congrès.

L'Inde en chef de file

Impassibles, les hauts sommets enneigés qui encadrent la station contemplent une foule bigarrée qui chemine, les uns commentant le discours fleuve du président américain, Donald Trump, les autres dissertant sur les tensions géopolitiques que le républicain

attise. Le plus grand nombre parlant souvent plutôt affaires.

Contrairement à une idée reçue, pour nombre de personnes, d'entreprises et de pays, ce n'est pas dans l'antre officiel du Forum économique mondial que se joue leur WEF mais dans les pavillons et les hôtels qui se succèdent sur l'allée qui relie Davos Platz à Davos Dorf: ici, une façade aux couleurs vives invite à découvrir l'Afrique du Sud; là, une construction boisée cache la sulfureuse entreprise technologique Palantir. A quelques pas, les Emirats arabes unis, autres grands gagnants des bouleversements en cours, promettent au-dessus de leur éphémère résidence de rendre «l'impossible possible».

Depuis quelques années, l'Inde délaisse aussi en janvier le pied de

l'Himalaya pour converger vers la «Montagne magique» célébrée par l'écrivain Thomas Mann dans son roman culte publié au début du XXe siècle. Un livre qui rappelle que Davos était à cette époque un lieu de cure où des tuberculeux venaient chercher le soleil et un air réputé revigorant pour soigner leurs poumons. Aujourd'hui, ce sont les investisseurs que les pays en développement viennent chasser à 1500 mètres d'altitude. Avec son 1,4 milliard d'habitants et sa croissance annuelle de 6 à 7%, l'Inde est très présente, perçue comme le chef de file de cette cohorte d'anciennes colonies françaises, britanniques, espagnoles ou portugaises bien décidées à profiter de leur «momentum».

La question n'est pas de savoir si mais quand le sous-continent

asiatique va devenir la troisième puissance économique mondiale, ont ainsi estimé mercredi des experts dans l'une des nombreuses sessions thématiques proposées par les organisateurs du WEF. Pour l'immense démocratie dirigée depuis une dizaine d'années par le nationaliste Narendra Modi, les obstacles sont toutefois encore de taille. Il s'agit surtout de permettre l'émergence d'une classe moyenne, un défi que la Chine peine à concrétiser, après une première phase de développement prometteuse au début du siècle.

L'Inde a de son côté connu un développement intense en capital mais pauvre en création d'emplois. La hantise des économistes. Ceux-ci observent avec intérêt les réformes entreprises ces dernières années pour déverrouiller et simplifier l'accès au potentiel plus grand marché du monde, longtemps boudé par l'Occident.

Une Arabie saoudite conquérante

Depuis quelques années, l'Arabie saoudite est aussi en pleine métamorphose sous l'impulsion de son premier ministre, Mohammed ben Salmane. La monarchie du golfe Persique a établi ses quartiers au premier étage d'un centre commercial, à quelques pas de l'un des accès au centre des congrès de Davos. Allié stratégique des Etats-Unis, le berceau de l'islam est devenu l'un des habitués de l'événement et investit des montants importants pour avoir pignon sur rue.

«L'Arabie saoudite ne produit pas que du pétrole et des dattes», précise en souriant Icham, qui participe dans la Saudi House à un débat consacré à l'entrepreneuriat. Rentré au pays il y a six ans pour développer son entreprise après avoir vécu dans

la Silicon Valley, le jeune homme rappelle que l'Etat est le deuxième exportateur mondial de capitaux. Suivant sa feuille de route «Vision 2030», qui vise à développer et diversifier l'économie nationale, Riyad travaille activement à créer tout un écosystème propice aux jeunes pousses. Autour de la table, les intervenants parlent *deeptechs* («technologies avancées»), levées de fonds et attraction de talents. Bien loin des clichés sur le royaume longtemps uniquement dépendant de son or noir.

«En Arabie saoudite, les fintechs, le commerce électronique et l'intelligence artificielle sont en plein essor», observe le directeur d'Aramco Ventures, le fonds de capital-risque du géant pétrolier du même nom. Humain, une pépite locale de l'IA, est devenue l'étendard des ambitions technologiques du pays. Elle a remplacé sur le devant de la scène la ville futuriste de NEOM dont l'édification a pris du retard.

«L'avantage, c'est qu'ici, il n'y a pas de défiance face à l'IA, de crainte qu'elle remplace des emplois tant les besoins sont importants», constate l'un des intervenants du panel. L'Arabie saoudite, l'Inde, la RDC et les autres pays du «Sud global» présents au WEF ont pour point commun d'avoir tous vécu pendant des siècles sous le joug d'un pays occidental. Une autre caractéristique lie cette mosaïque hétérogène de pays: tous ont le sentiment de se trouver devant une page blanche sur laquelle ils entendent écrire un nouveau chapitre de leur histoire.

Pour ce faire, ils sont bien déterminés à exploiter les divisions qui font émerger un nouvel ordre économique mondial aux traits encore indistincts. Parmi les écueils à éviter, ne pas se retrou-

ver sous la tutelle d'un des grands blocs économiques ou s'attirer les foudres de l'un de ces géants. Accusée d'acheter du pétrole russe à bon compte, l'Inde s'est vu infliger il y a quelques mois des droits de douane de 50% par Washington. Devenu durant le premier mandat de Donald Trump à la Maison-Blanche le cheval de Troie de la Chine pour contourner les taxes américaines, le Mexique a aussi vu s'abattre sur lui la colère de son grand voisin.

Mettre fin à la «malédiction des matières premières»

«Nous avons signé un accord avec les Etats-Unis qui leur donne une préférence mais rien ne nous empêche de travailler par exemple avec la Chine», observe le ministre de l'Economie de la RDC. Conscient de parfois avancer sur un terrain miné. Il n'en est pas moins convaincu que son pays tient pour la première fois son destin entre ses mains. Avec les autres membres de la délégation congolaise qui a passé la semaine à Davos, il a la ferme intention de participer au WEF en 2027.

«Nous reviendrons lors des prochaines éditions et livrerons chaque fois le même message», confirme un autre membre de la délégation africaine. Pas besoin d'en dire plus, l'intention est claire: venez investir chez nous mais créez des emplois et de la richesse dans le pays. Histoire d'enfin surmonter la «malédiction des matières premières» qui a vu ces pays restés enlisés dans la pauvreté pendant que des géants miniers se servaient copieusement avec la complicité de dirigeants corrompus. Assurant ainsi le bien-être d'une population occidentale qui voit à l'inverse vaciller le modèle qui a fait ses grands jours. ■